

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**Unité  
ouvrière**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2279 - 6 avril 2012 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

## **Contre les licenciements et le chômage**

**Un programme  
pour  
préparer  
la riposte**



M 06189 - 2279 - F: 1,00 €

**Nathalie Arthaud  
au Zénith de Paris le 15 avril**

## SOMMAIRE

### Leur société

- p. 4 ■ La campagne de Hollande  
 ■ La VI<sup>e</sup> République de Mélenchon
- p. 5 ■ Sarkozy et les travailleurs d'ArcelorMittal  
 ■ Temps de parole pour les candidats
- p. 6 ■ La gauche au pouvoir, un moindre mal ?  
 ■ L'interdiction des licenciements  
 ■ Dette publique
- p. 7 ■ Bettencourt et Sarkozy  
 ■ L'abstention ? Il y a mieux à faire
- p. 10 ■ Revalorisation des retraites  
 ■ Accident sur une plate-forme de Total  
 ■ Sevran : non aux baisses de moyens pour l'école  
 ■ La prise en charge de l'autisme
- p. 11 ■ Martinique : le procès de Ghislaine Joachim-Arnaud  
 ■ Mobilisation du 27 mars en Guadeloupe  
 ■ La hausse du chômage en Europe

### Nathalie Arthaud, une candidate communiste

p. 8 - 9

### Dans les entreprises

- p. 12 ■ Chèques Postaux - Orléans-La Source ; Hôpital Saint-Antoine - Paris 12<sup>e</sup> ; Grenoble, grève à l'ADPA ; Mobilisation des bénévoles de l'urgence sociale
- p. 13 ■ SNCF Équipement - Lyon ; SNCF gare Saint-Lazare ; Peugeot - Sochaux ; Peugeot Citroën - Rennes
- p. 14 ■ Fin de la grève des éboueurs du Grand Lyon ; Assistance publique des hôpitaux de Marseille ; eau, déchets, où va l'argent ; les "PRV" de Renault
- p. 15 ■ Contrôleurs aériens ; Swiss Tex - Valence (Drôme) ; Tresch - Illzach (Haut-Rhin)

### Dans le monde

- p. 16 ■ Espagne : une grève générale réussie  
 ■ Crise de la zone euro

# 26, 27 et 28 mai Fête de Lutte Ouvrière Presles (Val-d'Oise)

La prochaine Fête nationale de Lutte Ouvrière aura lieu durant le week-end de la Pentecôte, les 26, 27 et 28 mai prochains.

Chacun pourra profiter d'un parc de 13 hectares, à Presles, dans le Val-d'Oise, à une trentaine de kilomètres de Paris. Des navettes de cars, gratuites, permettront de s'y rendre à partir de la station de métro Saint-Denis-Université.

Il y aura bien sûr les spectacles des différentes scènes, et tous ceux qu'on croquera dans les allées. Il y aura tous les stands de jeux, gratuits pour la plupart, les innombrables spécialités culinaires à déguster. Et les grandes pelouses pour se reposer.

Mais on pourra trouver également des activités plus

inhabituelles, ou plus surprenantes. Par exemple, un Parcours dans les arbres qui permet de découvrir la Fête depuis la hauteur des arbres du parc, sous la surveillance de moniteurs.

Ceux qui préféreront le plancher des vaches visiteront l'Arboretum. Différentes visites guidées pourront faire découvrir ce parcours botanique de plus de cent espèces différentes.

La Cité des sciences, grâce à des expositions, à des animations et à des conférences avec des scientifiques, permettra à tous les curieux de s'initier à diverses questions scientifiques.

Le Carrousel de la connaissance, qui chaque année familiarise plusieurs milliers de spectateurs avec un épisode de

l'histoire de l'humanité, sera consacré cette année à « L'histoire de la monnaie : des coquillages à la carte à puce ».

Trois cinémas permettront de voir des films et documentaires, certains en présence des réalisateurs. Dimanche soir 27 mai, si le temps le permet, une séance de cinéma en plein air aura lieu sur écran géant.

La Fête de Lutte Ouvrière rassemblera plus de deux cents stands permettant de se restaurer ou de s'amuser, mais aussi plusieurs librairies, des débats sur de multiples sujets animés par des personnalités, des forums politiques présentés par Lutte Ouvrière et par d'autres organisations présentes sur la Fête.



## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Sur le site [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org), rubrique: la fête de LO, vous pourrez découvrir des clips vidéos de la Fête 2011, sur des thèmes tels que les sciences, les arbres, la fraternité ou la politique... Une excellente façon de faire découvrir la Fête de Lutte Ouvrière à ceux qui ne la connaissent pas encore. Au fur et à mesure des confirmations, on pourra trouver sur ce site tout le programme détaillé concernant les artistes, les personnalités, les films, etc.

## Commandez vos cartes

Les cartes d'entrée sont d'ores et déjà disponibles. Jusqu'au 22 avril, elles sont vendues au tarif réduit de 10 euros pour les trois jours. Sur place, à la Fête, leur tarif sera de 15 euros. Des bons d'achat d'une valeur de cinq euros mais vendus quatre euros, utilisables sur tous les stands de la Fête, sont également disponibles. Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à : Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18. Indiquez, dans votre courrier, le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, et joignez un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière. N'oubliez pas d'indiquer l'adresse où expédier cartes et bons. Envoi franco.

### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

### SUR INTERNET

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)

[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

Lutte Ouvrière  
l'hebdomadaire

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

Lutte Ouvrière  
multimédia  
(télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

Lutte Ouvrière  
audio

(version parlée de nos textes)  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

La lettre d'information  
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

### Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

### ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande



## Pendant la campagne électorale les licenciements continuent !

Aucun des plans de licenciements ou de fermetures d'usines en cours, d'ArcelorMittal à Peugeot-Citroën en passant par Petroplus, n'a été annulé. Les patrons ont mis un bémol sur les annonces de licenciements massifs, histoire de ne pas faire trop de vagues pendant la période électorale. Même si leur candidat de cœur est évidemment Sarkozy, le choix de ne pas le gêner ne va pas jusqu'à abandonner leurs plans. Et, à côté des quelques grandes entreprises dont la presse parle, combien d'autres licencient, suppriment des emplois en silence ? C'est cela qui se reflète dans les chiffres du chômage qui continue à augmenter.

C'est dire qu'une fois les urnes rangées, les licenciements reprendront de plus belle. Car la crise économique n'est pas près de se terminer. Le patronat se battra de plus en plus sauvagement pour comprimer les salaires, pour faire faire plus de travail par moins d'ouvriers. Il prélèvera toujours plus sur la masse salariale pour maintenir les profits des entreprises et les dividendes des gros actionnaires.

En même temps que le nombre de chômeurs, la durée du chômage s'accroît aussi. Ce qui signifie qu'un nombre croissant de travailleurs, une fois qu'ils ont été licenciés, n'ont plus aucune chance de retrouver un emploi.

Le patronat a transformé le chômage, dont il est responsable, en une formidable arme de guerre contre les travailleurs. Pas seulement contre ceux qui sont déjà dehors et font la queue à Pôle emploi, mais autant et plus encore contre ceux qui restent en activité, afin que la crainte du chômage leur fasse accepter les salaires insuffisants, la précarité, la flexibilité, les cadences de plus en plus insupportables, l'autoritarisme de la hiérarchie.

Arrêter cette saignée, interdire les licenciements, est par ce temps de crise une nécessité vitale pour l'ensemble du monde du travail. Seuls les plus naïfs peuvent penser que cela peut dépendre du résultat de l'élection présidentielle. Aucun des candidats qui ont une chance d'être élus n'a cela dans son programme.

Sarkozy comme Hollande, lorsqu'ils ne s'étripent pas sur des âneries qui n'ont rien à voir avec la vie quotidienne, les préoccupations, les angoisses de millions de travailleurs, chantent la même chanson sur la dette. Ce dont ils s'inquiètent tous les deux, c'est que l'État puisse assurer le remboursement de la dette. Une dette qu'il a contractée

pour aider la classe capitaliste à sortir de la mouise de la crise financière, dette augmentée des intérêts faramineux exigés par les banques, qui coûtent 50 milliards par an au budget. Et pour payer cette somme, on impose des mesures d'austérité sur la protection sociale, sur les services publics, sur les soins pour les classes populaires, sur l'éducation de leurs enfants.

Il n'y a pas à s'étonner que tous ceux qui sont dans la course pour s'installer à l'Élysée se désintéressent du droit des travailleurs à un emploi avec un salaire correct. Ils sont trop occupés à garantir le droit de ces messieurs les banquiers à racketter toute la population sous prétexte de dette.

Alors, nous n'avons pas à croire les illusionnistes qui s'échinent à nous convaincre qu'il suffira de bien voter, d'avoir un bon gouvernement avec de bons ministres, pour que la classe capitaliste desserre son étreinte sur les classes exploitées. L'élection terminée, le pouvoir restera à l'argent et à ceux qui le possèdent. Il restera à l'appareil d'État, aux hauts fonctionnaires inamovibles qui préparent les plans d'austérité contre le monde du travail. Le rôle des ministres, quelle que soit leur étiquette, se limite à faire accepter par la population les dossiers préparés, dans leurs ministères, par de hauts fonctionnaires que personne n'élit.

Les travailleurs ne pourront arrêter les coups redoublés qui les attendent après l'élection qu'en exerçant une contre-pression avec leurs propres armes, qu'en se servant de leur nombre et de leur capacité d'arrêter la production.

Lutte Ouvrière présente dans cette élection la candidature de Nathalie Arthaud pour défendre cette perspective.

Comment imposer l'interdiction des licenciements ? Comment imposer une augmentation conséquente des salaires et la garantie de leur pouvoir d'achat face aux hausses de prix ? Comment enfin mettre en cause la dictature des groupes capitalistes sur les entreprises et sur l'économie ?

Voilà sur quoi portera le meeting de Nathalie Arthaud, le dimanche 15 avril à 15 heures, au Zénith de Paris, porte de Pantin. Venez nombreux à ce meeting central et participez aux meetings dans les grandes villes de province, pour donner du poids aux exigences défendues.

LE 22 AVRIL, VOTEZ ET FAITES VOTER POUR NATHALIE ARTHAUD.

### • Pouvoir d'achat

## Il manque au moins 300 euros par mois sur les salaires

**Quelques jours après les meurtres de Montauban et Toulouse, un institut de sondages publiait les réponses à la question suivante : votre premier sujet d'inquiétude. Sans surprise, les personnes sondées répondaient à 42 % : le pouvoir d'achat.**

Alors que les prix augmentent sur certains produits et services de façon explosive, les salaires, seul revenu de plus de 25 millions de travailleurs dans ce pays, sont dramatiquement rongés par les hausses des prix. L'indice officiel des prix affiche une augmentation qui varie autour de 2,3 % sur un an. Mais, simple rappel, le poids du logement – loyer, charges, etc. – est pris en compte dans cet indice

pour 7 % seulement : quel salariat, dans les grandes villes en particulier, ne dépense que 7 % de son salaire pour se loger et aider ses enfants à se loger ? De surcroît, les emprunts remboursés par ceux qui ont acheté ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'Insee.

Un petit jeu-questionnaire a été proposé par cet organisme sur les prix en 2001 : on peut constater qu'un litre de SP 98

valait en moyenne à ce moment 0,98 euro, une baguette de pain ordinaire 0,67 euro (soit + 25 % depuis).

Mais les salaires, eux, ne progressent pas à ce rythme, loin de là. La plupart d'entre eux sont bloqués, comme ceux des agents de la fonction publique ; ils sont cinq millions à avoir ainsi perdu plus de 6 % de leur pouvoir d'achat entre juin 2007 et janvier 2012, soit près de 100 euros de retard pour un salaire de 1 500 euros, par rapport à la seule inflation officielle. Parallèlement, la rémunération des patrons du CAC 40, en cinq ans, augmentait de 34 % ! Le

smic n'a, lui, bénéficié depuis 2007 d'aucune augmentation (les fameux « coups de pouce » gouvernementaux) : la seule hausse mécanique intervient quand l'inflation officielle dépasse 2 %. Les plus bas salaires, déjà bien insuffisants pour vivre, perdent donc du pouvoir d'achat jusqu'à ce que le mécanisme joue, avec retard. Quant aux autres salaires, ils n'augmentent que de façon symbolique, avec au fil des années une importante érosion du pouvoir d'achat.

Une conclusion s'impose : tous les salaires, toutes les pensions devraient immédiatement

rattraper le retard pris ces dernières années par rapport à une augmentation du coût de la vie bien supérieure à ce qui transparaît des indices officiels. Une augmentation immédiate d'au moins 300 euros mensuels s'imposerait, comme simple mesure de rattrapage par rapport aux prix qui se sont envolés.

Ensuite, la sécurité des revenus salariaux ne sera obtenue que par la mise en place d'une véritable indexation, mois par mois, sur les prix constatés par les salariés eux-mêmes.

Viviane LAFONT

## • La campagne de Hollande

# Des promesses concrètes... pour les patrons

Devant les dirigeants d'entreprise de la CGPME, François Hollande a précisé ses intentions concernant leurs problèmes de patrons et ses propositions pour diminuer leurs charges.

Concernant l'impôt sur les sociétés, il a rappelé qu'il veut le moduler en fonction de leur taille. Ce serait 15% d'impôt sur les bénéfices pour les très petites, 30% pour les petites et moyennes et 35% pour les plus grandes. La différence avec ce qui est actuellement inscrit dans les textes est minime. Le taux actuel officiel d'impôt

pour les grandes sociétés est en théorie de 34,33%, et il existe déjà un taux réduit à 15% pour les toutes petites. Quant aux plus grosses sociétés, celles du CAC 40 en particulier, qui contrôlent de fait une grande partie de l'économie, Hollande ne s'est pas prononcé sur les différents mécanismes qui leur permettent de payer

peu ou pas d'impôt sur les bénéfices: report illimité des pertes, intégration fiscale, déductibilité des intérêts, régime des filiales, exonération des cessions de participations à long terme, crédit impôt-recherche. Ne pas en parler est déjà un aveu.

Hollande critique la baisse des cotisations payées par les patrons, celle concoctée par Sarkozy en même temps que la TVA sociale... pour en proposer une, lui aussi! Mais ce ne serait pas la même.

Au passage, il a annoncé qu'il envisageait de diminuer les cotisations patronales à la Sécurité sociale. « Nous aurons au lendemain de l'élection présidentielle une concertation avec les entreprises pour changer ce mode de financement de la protection sociale », a-t-il dit. Sa justification est de ne

pas « faire reposer sur le seul travail la contribution à la famille ou la maladie pour les entreprises ». Traduit en clair, cela signifie une baisse des cotisations patronales, que l'on compenserait par un autre prélèvement: une TVA que l'on appellerait autrement?

Bertrand GORDES



## • Hollande à La Réunion

# Rien à proposer

Lors de sa venue dans l'île de La Réunion le 1er avril, François Hollande a répété qu'il ne fera pas de promesses qu'il ne tiendra pas. « Ce n'est pas un grand prometteur », a dit de lui une députée qui, il y a peu encore, était membre du Parti communiste réunionnais, avant d'ajouter : « Mais nous espérons qu'il sera donneur. »

Pour dire les choses ainsi, cette députée ne doit pas se faire beaucoup d'illusions. Avec juste raison puisque, même dans ses promesses, Hollande réussit à rester dans un flou bien pratique pour justifier de futurs renoncements.

Le candidat socialiste veut, dit-il, combattre la précarité de l'emploi, notamment en réactivant les emplois-jeunes rebaptisés « contrats de génération ». Combien de jeunes en

profiteront? Pendant combien de temps? Ces questions restent sans réponse, si bien que les contrats de génération seront à n'en pas douter une autre forme de précarité, comme l'ont d'ailleurs toujours été les contrats aidés.

Concernant l'illettrisme, qui est un véritable fléau à La Réunion, Hollande propose surtout de relancer « les services civiques », une façon de ne pas doter l'Éducation nationale des moyens nécessaires pour combattre cette

calamité. Hollande n'écarte pas quelques soutiens supplémentaires pour ce ministère, mais ce serait alors à moyens financiers constants, c'est-à-dire en prenant sur les budgets d'autres services publics. Une façon de déshabiller Pierre pour habiller Paul.

Pour lutter contre « la vie chère, la vie très chère, la vie impossible », comme le dit avec des trémolos dans la voix François Hollande, il faut « combattre les monopoles et protéger les consommateurs avec un bouclier qualité-prix ». Avec des mesures aussi dérisoires, les capitalistes peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Pas plus qu'un Mitterrand ou un

Jospin, Hollande n'envisage de les contraindre.

Malgré le vide des propositions du candidat socialiste, le Parti communiste réunionnais soutient sa candidature. Il a suffi que Hollande se dise favorable à des projets chers au PCR, comme l'autonomie énergétique, le tram-train, l'autosuffisance alimentaire, pour que celui-ci voie en lui le « candidat du changement ». Il ne faut donc pas grand-chose au PCR pour mettre les travailleurs qui lui font confiance à la

remorque d'un candidat qui leur tournera le dos. Il n'est pas à une tromperie près. En 1995, n'avait-il pas appelé à voter aussi pour Chirac, sous prétexte qu'il aurait été pour « l'égalité sociale »?

À Saint-Louis, le maire PCR de la ville, Claude Hoarau, est allé jusqu'au ridicule en déclarant à l'adresse de François Hollande : « À toi de faire que nos rêves se réalisent »... Le réveil risque d'être bien difficile!

Émile GRONDIN

## • La VI<sup>e</sup> République de Mélenchon

# Le numéro ne fait rien à l'affaire

Dans son programme, Jean-Luc Mélenchon évoque la perspective d'« en finir avec la monarchie présidentielle de la V<sup>e</sup> République pour construire une VI<sup>e</sup> République démocratique et sociale » appelant les citoyens à « prendre le pouvoir ». Mais quels seraient donc les contours d'une telle république et par quel miracle serait-elle donc « sociale »? C'est là qu'on a quelques surprises.

Interrogé à ce sujet sur BFM-TV, le 18 mars, par un journaliste du magazine *Le Point*, Mélenchon a dénoncé d'abord « l'instabilité et la concentration des pouvoirs » de la V<sup>e</sup> République, puisque « 80% du gouvernement actuel a changé depuis le début de la mandature ». Il se dit donc « partisan d'un régime d'assemblée, qui peut être plus stable, plus raisonnable, si on prend quelques précautions ». Et d'aller chercher un exemple à l'époque

de la Première Guerre mondiale: « Je voudrais qu'ils [les Français] se souviennent que la guerre de 1914-1918 a été gagnée par un régime d'assemblée dans lequel il y avait un comité secret, c'est-à-dire tenu au secret, qui dirigeait les opérations aux côtés de Clemenceau. »

À partir du 16 juin 1916, en effet, l'Assemblée nationale mais aussi le Sénat se réunirent à plusieurs reprises en « comité secret », c'est-à-dire à huis clos,

à chaque fois qu'ils souhaitaient discuter sans témoin de la situation. Ce régime, qui allait de pair avec la censure et toute une série de bobards servis à la population pour lui faire soutenir la guerre, se prolongea jusqu'en novembre 1919. Quel modèle!

Visiblement, cet argument n'est pas destiné aux électeurs à qui Mélenchon veut faire croire par ailleurs que la VI<sup>e</sup> République sera « démocratique et sociale ». Il semble vouloir démontrer, au contraire, qu'il n'y a rien à craindre. Le régime d'assemblée peut fonctionner de façon aussi peu démocratique que le régime présidentiel. Et qui cela peut-il intéresser, sinon les classes possédantes, véritables décideurs et

bénéficiaires de l'actuelle république, qui pourraient craindre d'avoir moins de poids dans la république que leur promet Mélenchon. Et c'est aux mêmes que Mélenchon s'adresse quand il explique, dans la même émission, qu'il n'entend nullement faire « table rase des institutions actuelles ».

Est-ce que cela suffira à rassurer les possédants sur les intentions de Mélenchon? À vrai dire, ils le connaissent sans doute trop, quoi qu'ils en disent, pour être vraiment inquiets. Et en attendant, tout cela n'est ni très « révolutionnaire », ni même très « citoyen ».

Jacques FONTENOY

Fête régionale  
de Lutte Ouvrière  
**Marseille**

Dimanche 13 mai à partir de 11 h 30  
Parc de loisirs de Valabre  
à Gardanne



## • Sarkozy et les travailleurs d'ArcelorMittal

### Un super-menteur très vexé

«*Ils sont venus m'insulter et essayer de casser mon siège de campagne. Ne confondons donc pas les salariés d'ArcelorMittal, que je ne laisserai pas tomber, et des syndicalistes qui trompent leurs adhérents en faisant de la politique au lieu de défendre l'intérêt des salariés*», a dégoisé Sarkozy dans *Le Républicain lorrain* du lundi 2 avril. **Aucun sidérurgiste n'a oublié comment il s'était occupé de Gandrange et aucun travailleur ne peut oublier qu'il a laissé fermer une usine par jour les trois dernières années de son mandat.**

«*Ne mélangeons pas les ouvriers, inquiets et pour qui j'ai obtenu 17 millions d'euros d'investissement, et les permanents de la CGT ou de la CFDT*», ajoute Sarkozy. Le permanent de l'Élysée, payé 19 331 euros par mois, c'est-à-dire dix fois

plus que n'importe quel permanent syndical, donne dans la démagogie antisyndicale. Et il ment à nouveau car ces 17 millions étaient déjà prévus et ne concernent quasiment pas les installations de Florange aujourd'hui à l'arrêt.

Quelques jours avant cette sortie antisyndicale, Sarkozy s'en était pris à la CGT de la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux, où il faisait campagne, en disant que, pour défendre le nucléaire, il fallait voter pour lui. La CGT avait refusé de le rencontrer. Sarkozy, vexé, a alors lâché qu'un syndicat «*ça ne sert pas à faire campagne dans une élection*», ajoutant: «*Je pensais qu'un syndicat servait à défendre les salariés et pas à faire de la politique.*»

Mais pourquoi la CGT serait-elle allée discuter avec ce menteur de première classe? Pour qui l'aurait oublié, rappelons par exemple la promesse de Sarkozy en avril 2004, en visite à la centrale de Chinon,



15 mars 2012. Montée à Paris des travailleurs d'ArcelorMittal. L'accès au local de campagne de Sarkozy est bloqué par la police.

selon laquelle EDF ne serait jamais privatisée. Quatre mois plus tard c'était fait.

Sarkozy, dont on sait qu'il aime les visites d'usine où les ouvriers sont le petit doigt sur la couture du pantalon... entourés de beaucoup de CRS,

voudrait pouvoir mentir, dire n'importe quoi et ne pas être contredit. Il n'aime pas quand des travailleurs ou des syndicalistes lui rappellent ses mensonges.

Étienne HOURDIN

## Contre « la politique »... quand les travailleurs en font

**Lundi 2 avril, à Nancy, peu après avoir reproché aux militants syndicaux d'ArcelorMittal leur manifestation devant son local de campagne, Sarkozy a attaqué de nouveau les syndicats. D'après lui, « c'est le cœur du problème français, les syndicalistes n'ont pas à faire de la politique. »**

Sarkozy faisait référence aux prises de position des dirigeants de la CGT et de la CFDT, Bernard Thibault, et

François Chérèque, qui se sont prononcés plus ou moins nettement pour sa défaite à l'élection présidentielle.

Évidemment, on imagine que si ces dirigeants syndicaux se déclaraient neutres, voire soutenaient à demi-mot sa candidature, Sarkozy n'aurait pas un tel reproche. Mais au-delà des prises de position des Thibault et Chérèque pour une élection, Sarkozy vise autre chose. Dans les entreprises, nombre de travailleurs, quand ils tentent de se défendre et

d'organiser une résistance aux sales coups de leur patron, comprennent que ces coups ne sont pas des faits isolés: les patrons ont une orientation générale, une « politique », bien représentée, par exemple, par un Sarkozy. Ils en concluent qu'il faut y opposer une autre orientation générale, guidée par l'intérêt de l'ensemble des travailleurs. Et cela les amène à s'opposer à ceux qui exercent une responsabilité gouvernementale. Et c'est alors que ces derniers, Sarkozy en

l'occurrence, lèvent les bras au ciel en déclarant que les syndicats, et en fait, au-delà, les travailleurs, n'ont pas à « faire de politique ».

Eh bien oui, de la politique, les travailleurs, les militants ouvriers doivent en faire au contraire pour défendre leurs intérêts de classe contre les patrons. Et tant pis si ça ne plaît ni à Sarkozy ni à beaucoup d'autres, y compris parfois aux dirigeants de gauche quand ils deviennent ministres.

Aline RETESSE

## • Temps de parole

### Une équité à géométrie très variable

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), l'organisme chargé entre autres de veiller à ce que les médias respectent les règles s'appliquant à la campagne présidentielle à la télévision et à la radio, vient de rendre public le bilan du temps de parole consacré à chaque candidat.

Durant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 19 mars, au cours de laquelle les différentes chaînes étaient censées appliquer l'équité, les chiffres sont éloquentes. Sarkozy et Hollande ont bénéficié de 60 %, plus de la moitié, du temps de parole global consacré à des interventions de candidats. En valeur absolue, ce bilan est

encore plus significatif. Sarkozy a eu 389 heures pour débiter ses boniments, soit presque 16 journées de 24 heures. Hollande arrive un peu derrière avec 368 heures, soit seulement 15 journées de 24 heures. Le Pen a été un peu moins bien lotie avec 152 heures, soit six jours de 24h. Quant à Nathalie Arthaud, elle arrive avant-dernière de ce classement avec 1,3 % du temps de parole, soit 16h 16 minutes en temps cumulé, même pas une journée de 24 heures, avant Cheminade, entré sur le tard en campagne.

Les membres du CSA se réjouissent, expliquant que ces chiffres démontrent le respect de l'équité! Il serait temps que

ces messieurs-dames, censés faire respecter les lois et les règles qui régissent les temps de parole durant la campagne électorale, consultent un dictionnaire récent. Ils y apprendraient que l'équité suppose une certaine justice.

Un humoriste expliquait, non sans malice, que la démocratie, c'est « cause toujours »; la dictature, c'est « ferme-la ». Cette fois, on a réussi cette performance de mettre en œuvre ces deux aspects en même temps: laisser parler les uns jusqu'à l'overdose des auditeurs, tout en réduisant la parole des autres.

Jean-Pierre VIAL

## Faire banquer les jeunes ?

Samedi 31 mars, s'adressant aux jeunes de l'UMP nommés sans rire « les jeunes populaires », Sarkozy a cité pêle-mêle Jean-Paul II, François Mitterrand et même Saint-Just, leur demandant de « ne pas avoir peur » et évoquant le « droit au bonheur ».

Mais Sarkozy n'avait rien à dire du sous-emploi, qui frappe les jeunes de moins de 25 ans dont un sur quatre est au chômage, ni de la précarité qui attend les 150 000 jeunes qui sortent de l'école sans diplôme. Pour ceux-là il avait ses habituelles paroles de mépris sur « l'assistanat » que représenterait un RSA jeune et ses appels « aux devoirs à l'égard de la France ».

Sarkozy, qui se vante de faire une proposition par jour, en avait donc une, la création d'une « banque de la jeunesse pour tous ceux qui n'ont pas la chance d'avoir une famille qui puisse les aider ». Ce serait une structure – en fait un site Internet – mettant en contact les jeunes et les banques et se portant caution pour la recherche d'un logement, l'obtention d'un prêt étudiant de 500 euros par mois, remboursable quand on commence à travailler, et le financement pour créer une entreprise.

Cette soi-disant idée n'a rien de neuf car, en 2007 déjà, Sarkozy avait proposé aux jeunes un tel emprunt. Mais le temps ne la rend pas meilleure: en clair, pour se loger, étudier et espérer travailler, Sarkozy propose aux jeunes de s'endetter auprès des banques. Histoire de faire comprendre à tous ce qu'est la crise de la dette?

Cédric DUVAL

Au sommaire de

## LUTTE DE CLASSE N° 143 (avril 2012)

- Le vote Nathalie Arthaud: exprimer la permanence des idées du communisme révolutionnaire
- La construction européenne sous la menace de la crise
- Libye: le bilan de l'agression impérialiste
- Irak: la guerre américaine pour le pétrole n'en finit pas
- Afrique: l'accaparement des terres agricoles et le développement de la faim: l'impérialisme toujours à l'œuvre
- Inde: la longue marche des partis communistes vers le réformisme

Prix: 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,60 euro





## • La gauche au pouvoir, un moindre mal ?

# Les travailleurs n'auront que ce qu'ils imposeront

**Bien des travailleurs qui s'apprêtent à voter pour Hollande, ou même pour un Mélenchon supposé pousser Hollande à gauche, n'en attendent pas de miracle. Peu d'électeurs de gauche ont assez d'illusions pour croire que Hollande, Mélenchon ou un autre soient capables d'empêcher les patrons de licencier, de fermer des usines, de délocaliser.**

Peu croient qu'un gouvernement de gauche augmentera vraiment le smic à un niveau décent ou prendra des mesures contre le travail précaire. Peu espèrent qu'un gouvernement de gauche contraindra les riches à payer la dette que l'État a creusée pour les couvrir de cadeaux. Souvent, les travailleurs espèrent simplement que les coups s'arrêteront, que l'âge de la retraite ne continuera pas à reculer et les pensions à baisser, que les remboursements de soins médicaux seront stoppés en l'état, que l'hémorragie d'emplois dans la fonction publique s'arrêtera, que l'État ne servira plus de caisse de secours pour les profits des grandes entreprises et de vache à lait pour les niches fiscales des milliardaires. Et c'est à peu près tout.

Malheureusement, ce sont les grands patrons qui décident et leur volonté s'applique au gouvernement, quel qu'il soit. Si Sarkozy, après Balladur et sans que l'intermède Jospin ait changé quoi que

ce soit, a attaqué les retraites, ce n'est pas seulement parce qu'il est de droite, c'est surtout parce que le grand patronat l'a exigé. La diminution du nombre de fonctionnaires et la catastrophe qui s'ensuit dans les écoles et les hôpitaux, la hausse promise de la TVA, la restriction des budgets utiles à la population, ne découlent pas d'une position idéologique, mais d'abord d'une question comptable : si l'État veut offrir des milliards aux capitalistes, il doit les prendre sur la population.

Cette question se posera exactement de la même façon après l'élection, avec ou sans Sarkozy. La crise économique s'approfondissant, la bourgeoisie ne peut augmenter ses profits qu'en réduisant la part des travailleurs. Elle le fait dans ses propres entreprises, en réduisant les emplois, et elle exige de l'État qu'il le fasse au niveau de l'ensemble de la population, depuis les enfants à la crèche jusqu'aux vieillards à l'hospice, en passant par

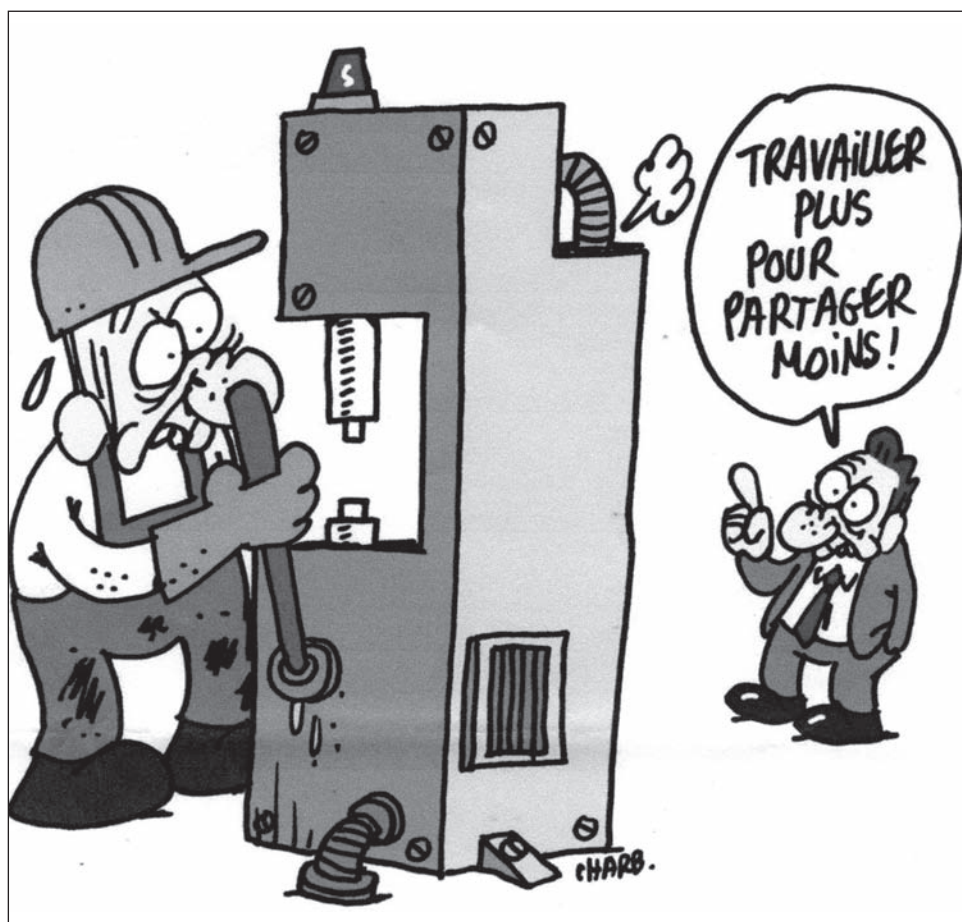
les malades, les écoliers et les handicapés. Et la machine d'État s'exécute sans rechigner, car elle est prévue pour cela.

Si les capitalistes le demandent, ou plus probablement quand les capitalistes le demanderont, le futur gouvernement français fera comme les gouvernements grec, espagnol ou portugais : il baissera les salaires et les pensions, inventera des lois

qui transformeront l'ensemble des salariés en travailleurs précaires, licenciera des fonctionnaires, annulera les budgets sociaux.

De ce point de vue, Hollande ne sera pas « moins pire » que Sarkozy, et Mélenchon n'obligera pas Hollande à être « moins pire » que Hollande tout seul. Car ce qui sera déterminant, ce ne sera pas le discours, la couleur, ni la bonne volonté, si même elle existe, des ministres, ce sera le rapport des forces entre les classes sociales. Et c'est ce rapport de forces qu'il faudra imposer.

Paul GALOIS



## Interdire les licenciements, c'est possible !

**Interdire les licenciements serait impossible, répondent certains au programme mis en avant par Nathalie Arthaud. Mais lorsque le chômage atteint près de 10 % de la population active, lorsque le travail précaire touche la quasi-totalité des jeunes travailleurs et presque tous ceux qui retrouvent du travail après avoir été licenciés, lorsque des centaines de milliers de travailleurs de plus de 50 ans se retrouvent sans travail, avec la certitude de ne jamais en retrouver un et de dériver rapidement vers la misère, c'est un drame social qui nécessite un traitement d'ensemble.**

L'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous, mais aussi l'obligation d'embauche des travailleurs précaires s'imposent. Et ces mesures doivent s'appliquer à l'échelle de toute la société.

Car enfin cette économie, qui a mis sur la touche des millions de travailleurs utiles, continue à fonctionner, la production est réalisée, les bâtiments sortent de terre, les trains roulent et les

malades sont soignés. Seulement tout cela se fait d'un côté avec moins de travailleurs, mais contraints à des rythmes infernaux, et moins de dépenses publiques, plus de profits et plus de cadeaux de l'État aux capitalistes de l'autre.

Qu'est-ce qui changerait donc si on réintégrait les quatre millions de chômeurs dans les entreprises et les services publics, si on interdisait aux patrons de se servir des

intérimaires comme variable d'ajustement ? La vie de tout le monde du travail d'abord, sur lequel ne pèseraient plus cette menace permanente, cette démoralisation et cette coupure artificielle entre ceux qui ont encore un emploi et ceux qui courent après. Le travail serait moins pénible, puisque réparti entre plus de bras, et le service public serait mieux à même de remplir sa fonction. Les caisses de retraite, d'assurance maladie et de chômage s'en porteraient évidemment mieux. Bien entendu, le budget public devrait être réorienté : une plus grande partie consacrée aux salaires des travailleurs utiles, une moindre ou rien du tout à aider les parasites nuisibles de la haute finance, par exemple.

Bien sûr, les profits privés

seraient aussi diminués, dans des proportions qu'on ne peut pas deviner à l'avance. Mais il y a largement de quoi faire : ceux des quarante sociétés dites du CAC 40 représentent à eux seuls déjà plus de 70 milliards d'euros cette année, sans parler des bénéfices accumulés.

Le patronat a toujours décrété impossible, sous peine de ruine générale, ce qu'il ne voulait pas faire : depuis l'interdiction du travail des enfants jusqu'à l'instauration d'un salaire minimum, depuis les lois sur l'hygiène jusqu'à celles sur la retraite. Tout a été impossible, jusqu'à ce que les travailleurs l'imposent par la force. Il pourrait en être de même pour l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous.

P. G.

### • Dette publique

#### Comment jongler avec les chiffres

Sarkozy s'est vanté du fait que le déficit de l'État ne serait que de 5,2 % du PIB en 2011, au lieu des 5,7 % prévus. Selon lui, « la France a fait beaucoup mieux grâce aux efforts des Français », disons plutôt des sacrifices que sa politique impose aux classes populaires. Mais il faut une bonne dose de mauvaise foi pour présenter le fait que le déficit augmente un peu moins que prévu comme un succès. L'Insee, qui vient de publier les chiffres sur lesquels s'appuie Sarkozy, souligne dans le même temps que la dette publique a augmenté plus que prévu et se situe maintenant à 85,9 % du PIB. Ainsi on peut utiliser la même source pour dire tout et son contraire.

En fait, il est surtout clair que rien ne va mieux. La dette publique a explosé depuis la crise financière de 2008, du fait des sommes colossales que l'État a procurées aux banquiers ainsi qu'aux autres grands patrons. Qu'importe aux classes populaires que la dette augmente un peu moins vite ou pas, aujourd'hui : de toute façon, les capitalistes voudront la leur faire payer. Et il n'y a aucune raison de l'accepter.

Jean POLLUS



## • Bettencourt à Sarkozy :

# « Parce que vous le valez bien »

**Décidément, madame Bettencourt ne sait pas choisir son personnel: après sa comptable et son majordome, voilà que son gestionnaire de fortune, Patrice de Maistre, la trahit à son tour. Brusquement tombé des yachts de luxe à la paille humide des cachots, ce dernier a fini par avouer au juge qu'il avait bien remis à sa patronne quatre millions d'euros en liquide, rapatriés frauduleusement depuis des comptes en Suisse non déclarés au fisc. Cette somme s'est évaporée quelque part à Neuilly (Hauts-de-Seine).**

Des salaires de la domesticité à l'achat d'œuvres d'art ou de propriétés, des frais de bouche jusqu'aux cadeaux, dont le montant cumulé frise le milliard, à l'ami artiste de Madame, les menus besoins du couple Bettencourt sont payés en chèques, virements ou autres opérations garanties sur facture. Sauf, évidemment, les enveloppes bourrées de billets que, selon divers témoins, Monsieur puis Madame remettaient à des hommes politiques amis. Le juge se demande donc si les quatre millions revenus de Suisse

sont sortis de chez les Bettencourt dans des enveloppes de papier kraft et, surtout, pour aller dans quelles mains.

C'est là que le bât commence à blesser sérieusement Sarkozy. Car les deux derniers voyages de Patrice de Maistre, pour rapporter 400 000 euros à chaque fois, ont été effectués en février et mars 2007, en pleine campagne électorale. Woerth, trésorier du candidat Sarkozy, et le candidat lui-même ont rendu visite aux Bettencourt à cette époque.

Sarkozy a commencé par nier cette visite, puis il a dit

qu'elle avait peut-être eu lieu, Bettencourt étant un ami. Et il a fini, pour l'instant, par dire que ses comptes de campagne avaient été approuvés par le Conseil constitutionnel. Faible défense, car ce même Conseil avait, de l'aveu même de son président, approuvé en 1995 des comptes de campagne manifestement truqués. Il s'agissait alors de ceux de Balladur, dont le meilleur soutien était précisément Sarkozy. Balladur ne s'étant toujours pas expliqué, on se demande si l'actuel président le fera un jour.

Voilà qui donne au moins une idée de la façon dont la grande bourgeoisie considère ses politiciens: des domestiques (bien) payés, mais au noir, pour ne pas laisser de traces.

Paul GALOIS

## • L'abstention ?

# Il y a mieux pour se faire entendre

**Si on en croit plusieurs sondages récents, l'abstention au premier tour de l'élection présidentielle pourrait atteindre des records, de 30 à 32 %. Il ne s'agit que d'un sondage, mais il est indéniable qu'il correspond à une opinion répandue dans bien des quartiers populaires, là où le chômage, la précarité, les bas salaires sévissent depuis si longtemps que beaucoup ne parviennent pas à imaginer qu'il y ait une possibilité d'échapper à leur situation, ni par les élections, ni par d'autres moyens.**

Les responsabilités de la politique des gouvernements successifs, de gauche et de droite, dans cette dégradation des conditions d'existence en même temps que du moral des milieux populaires, sont évidentes. Cette situation dure depuis si longtemps que ce qui revient à la droite et à la gauche se brouille dans les mémoires. Ainsi par exemple, le forfait hospitalier a été créé en 1983, sous la présidence de Mitterrand, par le gouvernement du socialiste Mauroy et par le ministre du PCF de la Santé d'alors, Jack Ralite. Il y a eu ensuite neuf augmentations, par des gouvernements de gauche puis de droite, qui ont conduit à son montant actuel, 18 euros. Le dégoût

qui conduit à l'abstention dans les milieux populaires se comprend facilement. Il traduit la méfiance, mille fois vérifiée, envers les politiciens et leurs promesses.

Mais est-ce le bon moyen de se faire entendre? L'abstention est aussi un refus d'exprimer clairement sa colère, sa révolte et sa volonté de changer les choses, avec d'autres qui partagent la même révolte et la même colère. C'est se priver de la possibilité de se compter et de montrer qu'on n'est pas seul. C'est aussi laisser le champ libre à des politiciens qui sollicitent les suffrages populaires pour ensuite prendre leurs ordres chez les riches, pour ceux qui se situent à

droite, ou s'incliner devant eux, pour ceux qui se disent de gauche, en expliquant qu'il n'y a rien d'autre à faire.

Le choix ne se résume pas, dans cette élection, entre se taire ou cautionner par son bulletin de vote des semeurs d'illusions. Il est possible de se prononcer de façon claire et nette contre ce système économique absurde et injuste. Il est possible de s'affirmer pour un système économique dans lequel on ne produirait plus pour une minorité de capitalistes parasites, mais pour satisfaire les besoins de la collectivité. Il est possible de se prononcer sur un programme de lutte mettant en avant les exigences des travailleurs.

Le sens de la candidature de Nathalie Arthaud est de permettre de se servir de l'élection pour exprimer tout cela clairement, infiniment plus clairement que ne le permet une abstention dont on ne peut savoir ce qui la motive.

Jean SANDAY

## Communiqué

# Hollande: les 35 mesures du candidat du non-changement

Le candidat du PS a détaillé le 4 avril les 35 mesures qu'il ferait adopter au cours de sa première année de mandat, s'il était élu. Il s'agit surtout de poudre aux yeux. Les prix des carburants seront bloqués? Pour trois mois seulement. La retraite à 60 ans? Uniquement pour ceux qui auront leurs 41 annuités de cotisation. Les revenus taxés à 75%? Seulement pour les gains au-delà d'un million d'euros. La réduction de 30% de la rémunération du chef de l'État? Mais Sarkozy l'avait

augmentée de 170%. Etc.

En revanche, Hollande ne s'engage à rien contre le chômage et les licenciements. À rien pour les salaires et contre la baisse du pouvoir d'achat. À rien non plus pour les services publics, aujourd'hui laissés à l'abandon. Parce que Hollande veut surtout ne rien promettre de sérieux auprès des travailleurs, sinon de leur faire rembourser la dette, et qu'il veut gérer loyalement le capitalisme. Tenons-nous-le pour dit!

Nathalie Arthaud,  
le 4 avril 2012

# Réunions publiques de Lutte Ouvrière en soutien à Nathalie Arthaud

## Vendredi 6 avril

- Vichy (Allier)
- Alençon (Orne)
- Narbonne (Aude)

- Fougères (Ille-et-Vilaine)
- Roanne (Loire)
- Condé-sur-Noireau (Calvados)

## Samedi 7 avril

- Calais (Pas-de-Calais)
- Mulhouse (Haut-Rhin)

## Vendredi 13 avril

- Montauban (Tarn-et-Garonne)
- Cosne-sur-Loire (Nièvre)

## Mardi 10 avril

- Chambéry (Savoie)

- Cholet (Maine-et-Loire)

## Mercredi 11 avril

- Montbard (Côte-d'Or)
- Grande-Synthe (Nord)
- Saint-Étienne (Loire)

- Avignon (Vaucluse)

## Jeudi 12 avril

- Clermont (Oise)

**Pour connaître le lieu et l'heure de la réunion, consultez nos sites régionaux**



## À PROPOS D'AFFICHES

Nous remercions tous nos camarades et amis qui, en cette période électorale, nous aident en apposant les affiches de la campagne de Nathalie Arthaud. Cependant, même si les affiches fleurissent sur les murs et s'il devient difficile de trouver un emplacement disponible, nous leur demandons de respecter scrupuleusement les interdictions d'afficher.

Merci à tous!



# Nathalie Arthaud une candidate communiste

## Meeting Dimanche 15 avril à 15 heures au Zénith de Paris Parc de la Villette - Porte de Pantin

Des départs en autocars sont organisés depuis la banlieue et depuis de nombreuses villes. Se renseigner auprès de nos camarades ou sur nos sites Internet régionaux.



*filrouge*

### Télé-réalité

La police a, tout d'un coup, découvert dix-sept islamistes très dangereux, selon ses dires, qu'elle a été cueillir aux aurores dans différentes villes du pays. Cette intervention surprise n'a cependant pas surpris les chaînes de télé, qui avaient envoyé leurs caméras au bon moment et au bon endroit. Félicitations au metteur en scène, Claude Guéant, et au producteur, Nicolas Sarkozy, qui ont réussi à nous fournir des images qui arrivent à point pour alimenter la campagne de la droite.

### Avec Hollande, les salaires resteront en panne

Invité par la CGPME, le syndicat qui représente les petites et moyennes entreprises, François Hollande a rappelé sa proposition d'indexer le smic sur « le rythme de croissance économique ». Une formule volontairement floue qui n'engage à rien. Si ce qu'ils appellent la croissance, c'est-à-dire la croissance des profits, ne vient pas, les travailleurs payés au smic attendront. Les profits des actionnaires, eux, malgré la crise, c'est-à-dire la décroissance de l'économie, continuent de grimper.

### Patrons remettez-nous ça !

Laurence Parisot, à la tête du Medef, a reproché à la CGT de faire de la politique en soutenant Mélenchon. Curieux !

D'autant que, dans la même diatribe, la représentante des grands patrons venait de tresser les louanges de Sarkozy qui avait fait « un boulot extraordinaire », « remis la France en mouvement », etc.

Les mauvaises langues diront que cet éloge, c'est aussi de la politique faite par une syndicaliste patronale. Pas du tout, dira... Parisot, c'est de l'économie, et de la bonne, puisque le président sortant a, durant ses cinq ans de présidence, fait rentrer pas mal de picailons dans les caisses du patronat.

### Quelle surprise nous ménage-t-on ?

J.-L. Mélenchon a expliqué sur France Info que, s'il était à la tête de la gauche au soir du premier tour de la présidentielle, il « serait conduit à faire des concessions aux socialistes ». À l'inverse, si François Hollande est en tête, celui-ci a dit qu'il n'y aura pas de discussion.

Que Mélenchon soit prêt à en rabattre sur ses exigences dans la perspective du second tour, personne de sérieux ne peut en douter. D'autant que Mélenchon dit qu'il y est prêt. Mais sur quelle base le Front de gauche accepterait-il de signer un compromis ? Ceux qui s'apprennent à voter Mélenchon seraient en droit de le savoir. Ils sauraient alors pour quelle politique ils vont voter !

## La campagne électorale officielle

À partir du lundi 9 et jusqu'au vendredi 20 avril les émissions de la campagne officielle de la Présidentielle seront diffusées sur les chaînes de Radio France et France Télévisions. Elles se répartiront en dix spots de 1 minute 30 et huit émissions de 3 minutes 30.

Les dates et heures de diffusion de chacune de ces émissions pour chaque candidat seront tirées au sort vendredi 6 avril. Les informations sur les horaires des émissions de Nathalie Arthaud seront alors disponibles sur le site de campagne de Nathalie Arthaud et sur celui de Lutte Ouvrière.

## • Sur France Inter « Exproprier cette classe capitaliste ! »

« Que veut dire pour vous aujourd'hui "Nous sommes un parti révolutionnaire" ? » a demandé le journaliste de France-Inter le 1<sup>er</sup> avril à Nathalie Arthaud

« Nous nous inscrivons dans cette tradition qui remonte à la naissance de la classe ouvrière. De tout temps, depuis que les ouvriers existent, il y a eu des femmes et des hommes – et cela a duré pendant des générations – qui se sont dit qu'il n'y avait aucune raison de se laisser exploiter, de se laisser dominer, de se laisser écraser. (...) »

Nous nous inscrivons dans cette grande tradition-là – le communisme révolutionnaire – qui a d'abord été représentée par les premiers partis socialistes avant la Première Guerre mondiale, puis par les partis communistes,

à la suite de la Révolution russe. Mais force est de constater que ces partis-là ont, chacun à son tour, réintégré la société, y compris l'appareil d'État, et se sont rangés du côté de l'ordre établi. (...) »

Je suis communiste dans le sens de militante pour le renversement de cette société d'exploitation. Cette conviction, cette envie de changer les choses, elle vient de ce qui se passe aujourd'hui. (...) On est dans une maison de fous, avec cette société où on a à la fois des moyens gigantesques et la misère, des inégalités, des injustices, des crises où régulièrement on détruit des moyens de produire des richesses.

Ce décalage phénoménal, entre les moyens dont on dispose et la satisfaction des besoins de l'humanité, vient du fait qu'il y a une classe capitaliste qui s'arroge le pouvoir économique et prend

toutes les décisions économiques. (...) »

Je ne vois pas comment on peut reprendre la maîtrise de l'économie sans avoir la maîtrise des capitaux, sans en faire une propriété collective, les organiser, les planifier pour qu'ils répondent aux besoins. C'est le fondement même des idées communistes. (...) »

La seule façon d'être communiste, c'est de se revendiquer du trotskysme, parce que Trotsky a expliqué en quoi le stalinisme, cette dictature sanglante, a été une caricature du combat engagé en 1917. Et ce combat de Trotsky permet qu'il y ait aujourd'hui des jeunes qui militent et lèvent ce drapeau qui sera forcément saisi à un moment ou un autre, parce qu'on ne peut pas accepter ce qui se passe aujourd'hui. »



## • Creil le 31 mars

350 personnes ont participé au meeting de Nathalie Arthaud le 31 mars à Villers-Saint-Paul, dans le bassin creillois, à l'occasion de la fête départementale de Lutte Ouvrière dans l'Oise.

Un public ouvrier attentif a suivi l'allocution de notre camarade. Étaient présents des travailleurs dont les luttes ont marqué dans la région : des travailleurs de Continental-Clairoix qui restent mobilisés depuis mars 2009 pour faire appliquer les engagements

arrachés dans leur lutte, mais aussi nombre d'anciens salariés de Chausson, fermé en 1996, qui restent fiers du combat de trois ans qu'ils avaient mené alors contre le patronat et quatre gouvernements successifs, de gauche comme de droite.

Tous comprenaient bien ce que veut dire le combat pour l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans perte de salaire, un combat qu'ils avaient entrepris à leur échelle. Ce combat-là concerne

aujourd'hui directement les travailleurs de Sevelnord à Hordain, l'usine rouverte par PSA pour prendre le relais de la fermeture de Chausson, et qui est menacée à son tour ; mais aussi les 1 700 travailleurs de Continental Sarreguemines vers qui on tente, avec des conditions de travail aggravées, de transférer la production effectuée auparavant par ceux de Clairoix. L'idée de défendre dans ces élections ce qui devra être le programme de lutte de la classe ouvrière a reçu un accueil chaleureux.

Le site de campagne [www.nathalie-arthaud.info](http://www.nathalie-arthaud.info)

## • Strasbourg le 1<sup>er</sup> avril « Nous avons le droit de tout savoir »

Le chômage et les licenciements ont été au cœur du débat qui a suivi le meeting de Strasbourg du dimanche 1<sup>er</sup> avril, qui a réuni 200 participants avec Nathalie Arthaud.

« Comment faire pour vérifier le motif économique des licenciements ? », a interrogé un représentant des travailleurs de Tresch menacés de licenciement, tandis qu'un autre se demandait ce qu'il fallait penser des licenciements boursiers.

« Qui dit que c'est boursier ? a répondu notre candidate. Ce sont les patrons qui le disent ! Ils peuvent préparer leurs comptes des années à l'avance, pour faire croire que l'entreprise est en déficit. Ils sont très forts pour cela. Ils savent trafiquer, pour mettre en provision, couper les entreprises en deux, ce qui est rentable d'un côté, ce qui ne l'est pas de l'autre, alors qu'en réalité il faut qu'il y ait les deux pour que cela marche. »

Les sous-traitants sont étranglés, mais « qui se met l'argent dans la poche ? », a-t-elle poursuivi, affirmant qu'il faut « prendre l'argent chez les gros, ceux qui ont comprimé les marges, étranglé les

sous-traitants pour ramasser les profits ».

Il ne faut aucun licenciement, « y compris dans les entreprises qu'on dit en difficulté », a martelé notre camarade, rappelant qu'il faudrait encore voir quelles sont ces difficultés. En tout cas, « elles ne viennent en aucun cas des travailleurs, ce sont eux qui font tourner les entreprises, ils rapportent de l'argent ! Il faudrait aller voir du côté des banques, des donneurs d'ordres et des gros. C'est à eux qu'il faut demander des comptes. Si nous n'arrêtons pas de nous dire que nous allons mettre l'entreprise en difficulté, c'est nous qui allons nous retrouver sur le carreau, complètement ruinés ! »

L'interdiction des licenciements doit être liée au contrôle des travailleurs sur l'argent et les comptes des entreprises, sans s'en remettre à quiconque. « Ce sont les travailleurs, les secrétaires, les comptables, toutes les petites mains qui peuvent faire naturellement ce contrôle. Il faut qu'on sache à quoi s'en tenir. Oui, nous avons le droit de tout savoir ! Et si nous n'avons pas ce droit-là, nous allons continuer à subir », a conclu Nathalie Arthaud sous les applaudissements.

Étienne HOURDIN

## Nathalie Arthaud dans les médias

### Jeudi 5 avril

de 12 h 30 à 13 h sur RMC : Journal des Grandes Gueules, face à Marshall et Truchot

21 h 30 sur I-Télé : invitée du Journal en duplex de Marseille

### Vendredi 6 avril

à 7 h 50 sur France 2 : Les 4 vérités, invitée de Roland Sicard, en duplex de Marseille

à 8 h sur Sud Radio : Jean-Pierre Mercier, porte-parole de Nathalie Arthaud, invitée de Robert Ménard

à 18 h 40 sur BFM-TV : invitée de Ruth Elkrief

à 19 h 10 sur Canal + : Jean-Pierre Mercier, invité du Grand Journal

à 19 h 30 sur LCI : Le Face à face, avec Michel Field

Dimanche 8 avril entre 18 h 10 et 19 h : sur France Inter, France Info,

France Culture, France Bleu, Le Mouv', invitée de Radio France Politique

### Lundi 9 avril

à 7 h 45 sur I-Télé : invitée de Christophe Barbier

à 7 h 45 sur LCI : Jean-Pierre Mercier, invité de La Matinale

à 13 h 10 sur France Inter : Journal de 13 heures

Mardi 10 avril de 7 h 50 à 8 h 50 sur RTL : invitée de Jean-Michel Apathie, et répondra ensuite aux questions des auditeurs

Mercredi 11 avril de 7 h 40 à 8 h sur Canal + : La Matinale de 18 h 30 à 19 h sur I-Télé : Élysée 2012

de 19 h à 19 h 10 sur RFI : Jean-Pierre Mercier, invité du Débat du jour

Jeudi 12 avril de 8 h 15 à 9 h sur RMC : invitée de Jean-Jacques Bourdin

Au Zénith en 2007, avec Arlette Aguilier.



## • Limoges le 27 mars

C'est une salle enthousiaste qui a écouté l'intervention de Nathalie Arthaud, mardi 27 mars, dans la salle de la Maison du Temps Libre de Limoges.

L'affirmation qu'il est indispensable d'imposer l'interdiction des licenciements et l'échelle mobile des salaires a été particulièrement applaudie, car dans cette région aux salaires parmi les plus bas du pays, où l'augmentation du taux de chômage est supérieure à la moyenne nationale, les plans de licenciements et les fermetures d'entreprises se multiplient. Comme l'a expliqué Elisabeth Faucon, porte-parole de Lutte Ouvrière en Limousin, ces entreprises petites ou

moyennes sont en réalité des filiales de très grands groupes (Crown emballage ou Anovo à Brive, Madrange à Limoges). Elle a rappelé comment l'indignation générale et la solidarité de la population ont fait reculer le groupe Albany, qui projetait de fermer l'usine de Saint-Junien en mettant sur le carreau 133 travailleurs, alors qu'en 2011 Albany International a réalisé 1,8 milliard de bénéfices !

Les questions posées à l'issue de son discours ont permis à Nathalie Arthaud de parler de ce que devraient être des services publics répondant réellement aux besoins de la population : il faudrait développer le service public ferroviaire en

modernisant les lignes existantes, de façon à disposer de trains plus nombreux, aux arrêts et horaires adaptés aux besoins des travailleurs et des jeunes, ce qui n'est pas incompatible avec la création de nouvelles lignes rapides reliant les grandes villes entre elles. Nathalie Arthaud a aussi développé sa conception de ce que devrait être l'éducation nationale. Elle a expliqué comment l'école devrait servir à aider en premier lieu les enfants des classes populaires, à compenser les difficultés des familles les plus démunies en assurant à leurs enfants ce qu'elles ne peuvent pas leur donner.

La réunion s'est terminée par une vibrante Internationale.

## Meetings avec Nathalie Arthaud

### Marseille

Jeudi 5 avril à 19 h 30

Château des Fleurs, 16, boulevard Michelet  
Métro : Prado

### Bordeaux

Jeudi 12 avril à 18 h 30

Athénée municipale  
Place Saint-Christoly

### Lyon

Mercredi 18 avril à 20 heures

Salle Irène-Joliot-Curie  
68, boulevard Joliot-Curie - Vénissieux



## • Revalorisation des retraites et du minimum vieillesse

### Pas de quoi applaudir

**Les ministres de l'Économie et du Travail ont annoncé conjointement les revalorisations des pensions de retraite ainsi que du minimum vieillesse le 1<sup>er</sup> avril. Juste trois semaines avant le premier tour de l'élection présidentielle, comme cela tombe bien !**

Cette annonce a été agrémentée de la déclaration suivante : « Cette revalorisation permet de garantir totalement le pouvoir d'achat des retraités », ce qui est complètement faux. La revalorisation est égale au taux officiel de l'inflation en 2011, soit 2,1 %.

Mais l'inflation officielle ne correspond pas à la réalité. Chacun sait qu'elle minore, par exemple, les loyers qui ne cessent de grimper.

Ainsi la revalorisation des retraites complémentaires, définie, elle, non par l'État mais par les « partenaires »,

syndicats et patrons, sera de 2,3 %, ce qui est sans doute un petit peu plus proche de la réalité (le Medef aurait voulu moins, évidemment).

Et puis cette inflation officielle, cela fait un an qu'elle agit, et même plus d'un an à la date du 1<sup>er</sup> avril 2012. Pendant toute cette durée les retraites, déjà bien souvent d'un niveau scandaleusement faible, ont encore du retard sur les prix, et le manque à gagner durant

cette période, lui, n'est pas rattrapé, il est perdu. Ajoutons enfin que, pour la majorité des retraités, l'argent ne leur parviendra qu'au mois de mai, et plus précisément le 9 mai.

En ce qui concerne le minimum vieillesse, là il y a eu un « coup de pouce » puisqu'il est revalorisé de 4,7 % C'est plus que l'inflation, certes, mais cette mesure ne touche que 400 000 personnes. Sarkozy avait promis de le revaloriser

de 25 % en 2007 et sur ce plan il aura tenu parole. Mais quand on pense que ce minimum est maintenant porté à... 777,16 euros par mois pour une personne seule, bien inférieur au seuil de pauvreté, qui est de 954 euros dans les mêmes conditions, on mesure une fois de plus l'extrême indigence de ce minimum de l'extrême misère pour tant de vieillards complètement démunis.

André VICTOR

## • Sevrans (Seine-Saint-Denis)

### Non aux fermetures de classes

**Samedi 31 mars, plusieurs dizaines d'enseignants et de parents d'élèves des collèges de Sevrans se sont rassemblés pour manifester contre la baisse des moyens programmée pour la rentrée prochaine et qui touche tous les établissements de la ville.**

Les dotations horaires en baisse se traduiront concrètement par des fermetures de classes et par la disparition de dispositifs d'aide aux élèves en difficulté.

Depuis la mi-février, les journées de mobilisation se sont succédées, avec trois journées de grève des enseignants, une journée « collège mort » organisée par les parents qui ont gardé les enfants à la maison, une réunion avec les élus qui soutiennent le mouvement. Une délégation représentant les quatre collèges de la ville a été reçue à deux reprises par l'inspection académique.



Ces messieurs n'ont su que répéter qu'il ne fallait pas compter sur des moyens supplémentaires mais trouver des solutions « créatives ».

Ils ont notamment soulevé l'indignation des enseignants du collège Évariste-Galois à propos des élèves non francophones. La classe d'accueil du collège compte en effet une trentaine d'élèves chaque année. Ils doivent intégrer les classes normales dès qu'ils maîtrisent suffisamment le français. Or l'inspection académique ne tient

pas compte de ces élèves dans ses calculs d'effectifs, et donc d'heures d'enseignement pour le collège. Qu'à cela ne tienne, l'inspecteur adjoint a proposé une solution « créative » : il suffirait de tenir compte des absences des élèves du collège et de mettre les élèves non francophones à leur place !

Un tel mépris des élèves et des enseignants ne fait que renforcer la colère et les participants au cortège du 31 mars étaient contents de la faire entendre.

Correspondant LO

## • La prise en charge de l'autisme

### Les carences de l'Éducation nationale

**Après la « Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme » du 2 avril, force est de constater ce que les familles d'enfants ou d'adultes autistes vivent au quotidien : la prise en charge de ce handicap, qui touche des dizaines de milliers de personnes, est très insuffisante.**

Un collectif de parents, Autisme, précisait en 2011 que 30 % des jeunes autistes ont pu trouver une place en institut médico-éducatif ou en hôpital de jour où, selon ces parents, un accompagnement éducatif est rarement proposé. Plus de la moitié de ces jeunes ne serait accueillie nulle part.

Pourtant cette pathologie du système nerveux central, selon des spécialistes, n'empêche pas forcément les apprentissages et beaucoup d'enfants ne souffriraient d'aucun déficit intellectuel. Un pédopsychiatre du CHU de Rennes signalait

récemment l'importance de la scolarisation des enfants autistes dans l'établissement de leur quartier, ce que la loi impose, en principe, comme pour tout élève handicapé, depuis 2005. Ayant du mal à fixer son attention, un enfant autiste devait selon lui bénéficier d'un AVS – un auxiliaire vie scolaire – dédié, suffisamment formé, prêt à le recentrer sur son travail, adaptant le rythme d'apprentissage jusqu'à ce que le niveau des autres élèves soit atteint voire dépassé.

Mais, en France, seuls 20 % de ces enfants étaient scolarisés en 2011, contre 80 % en Italie.

Des établissements privés voient le jour, comme ces deux « Futuroschools » ouvertes à l'initiative d'une association de parents, mais dans l'Éducation nationale la suppression catastrophique de personnel entraîne la disparition de l'enseignement en petits groupes d'élèves et le tarissement de la formation des enseignants. L'accueil des jeunes handicapés, et singulièrement des autistes, est donc freinée.

À quoi bon alors une journée par an, où l'on inonde les monuments du monde de lumière bleue – symbolique de l'autisme – si en même temps on diminue les possibilités de la prise en charge scolaire susceptible d'aider les jeunes à s'adapter et à apprendre.

Viviane LAFONT

## • Accident sur une plate-forme Total

### Les apprentis sorciers

**Depuis le 25 mars, du gaz s'échappe de la plate-forme pétrolière Elgin, située en mer du Nord, au large de l'Écosse. Total, qui tirait gloire du « succès » que représentaient le forage et l'exploitation d'un gisement de pétrole et de gaz situé à 5 300 mètres au-dessous du niveau de la mer, n'a pas de solution pour arrêter cette fuite et, en attendant d'en trouver une, un gaz toxique et explosif continue de s'échapper.**

Déjà, fin février, des travailleurs s'étaient inquiétés d'une surpression anormale dans une conduite de gaz sur un puits fermé depuis près d'un an, et ils avaient à plusieurs reprises alerté la direction de Total. Après avoir commencé par minimiser le danger, la compagnie a ensuite attendu dix jours avant de tenter de « tuer le puits » en y injectant de la boue, sans succès.

Total se félicite qu'il n'y ait eu aucune victime lors de l'explosion. Mais pendant un mois, alors qu'elle connaissait le risque, elle a exposé sciemment la vie de centaines de travailleurs de cette plate-forme et de celles d'autres compagnies pétrolières à proximité. Et cela pour ne pas perdre une goutte de production : le gisement d'Elgin-Franklin, nommé « le puits de l'enfer » par les travailleurs, est très rentable puisqu'il représente à lui seul 2,5 % de la production de Total, qui évalue entre 3,5 et 5 millions de dollars le manque à gagner causé par jour d'arrêt. Le profit avant la sécurité, c'est ainsi que fonctionne ce géant du pétrole, responsable en 1999 de la marée noire engendrée par le naufrage du bateau-poubelle *Erika* et, bien pire,

de l'explosion en 2001 de l'usine AZF de Toulouse.

La soif de profits conduit les grandes compagnies pétrolières à aller chercher le pétrole et le gaz à des profondeurs extrêmes, où la pression et la température sont très élevées. Total envisagerait même de battre un nouveau record en exploitant des gisements situés à 6 000 mètres de profondeur. Mais visiblement il l'a fait sans attendre de dominer suffisamment la technique pour maîtriser tous les risques, en tout cas sans engager les frais nécessaires pour cela. Le groupe pétrolier n'avait pas prévu la possibilité d'une fuite, et il se révèle incapable de la colmater, tout comme BP il y a deux ans sur la plate-forme Deep Water Horizon, dans le golfe du Mexique.

Ces gens-là, qui contrôlent un secteur clé de l'économie, sont des irresponsables et des nuisibles. Les travailleurs de la plate-forme Elgin, qui s'inquiétaient du fonctionnement défectueux de la conduite de gaz, se sont montrés plus compétents et responsables que leur direction qui, tant qu'elle l'a pu, a minimisé les risques pour empêcher ses actions de baisser en Bourse !

Marianne LAMIRAL



### • Martinique

## Procès en appel de Ghislaine Joachim-Arnaud

# Le racisme, c'est l'idéologie des maîtres !

C'est quelque trois cents personnes qui se sont regroupées, jeudi 29 mars, dans et aux abords de la cour d'appel de Fort-de-France, au morne Tartenson. Elles ont manifesté leur soutien à notre camarade Ghislaine Joachim-Arnaud, qui a fait appel de sa condamnation, en première instance, à 3 000 euros d'amende et 1 euro de dommages et intérêts, sur plainte de l'association Collectif DOM.

La plainte avait été déposée à l'issue d'une émission de télévision sur ATV, parce que Ghislaine Joachim-Arnaud avait écrit en créole sur le livre d'or : « *Matinik sé ta nou, Matinik sé pa ta yo, an band béké volè, pwofitè nou ké fouté yo déwô* », slogan repris par des dizaines de milliers de manifestants lors de la grève générale de 2009. (« La Martinique est à nous, elle n'est pas à eux ; une bande de békés voleurs, profiteurs, on les mettra dehors ».)

Cette audience d'appel a été une nouvelle occasion de souligner le caractère politique, de classe, de ce procès, le fait qu'il oppose deux camps : celui des travailleurs à celui de tous les gros possédants, notamment békés, descendants des vieilles familles esclavagistes.

Après les interventions de l'avocate de la partie civile et du procureur, tous deux pour dire que l'usage même du mot



À la sortie du tribunal, le 9 mars.

« béké » vaut « provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence », Ghislaine Joachim-Arnaud a fait une déclaration, dont voici quelques passages :

« *Un certain M. Hayot a choisi de tenter d'inverser les rôles en m'accusant d'inciter à la haine raciale. Alors, qu'important ses accusations et sa volonté de se faire passer pour victime ! On sait que depuis bien longtemps les seules victimes de l'arrogance, de l'oppression et du racisme de certains gros propriétaires, gros patrons et planteurs issus du milieu béké, ce sont les travailleurs, la couche majoritaire de la population, issue d'une histoire que personne ne peut changer. Cette histoire qui a perpétué des rapports de maître à esclave en rapport de patrons à salariés, tels que nous les vivons aujourd'hui...* »

*Ce n'est pas à moi, ni à qui-conque de la population laborieuse qui se bat pour mieux vivre, pour être mieux traité*

*par ces patrons, à démontrer notre non-racisme... »*

Le représentant de la CGT-France, témoin de moralité, confirma l'hostilité de tout le mouvement syndical, partout et toujours, à toute manifestation de racisme. D'autres témoins, militants de la CGTM, réaffirmèrent que le sens de « béké », en créole, s'élargissait depuis toujours pour désigner le « patron » (travail bétché : travail du patron – quelle que soit la couleur de celui-ci, voire même l'administration –). L'un d'eux, tirant de l'évangile de Luc l'image de Jésus chassant les marchands du temple : « *Vous avez fait de ma maison une caverne de voleurs* », souligna que personne n'y voit un appel à la haine.

Jean-Marie Nomertin, secrétaire général de la CGTG et militant de Combat Ouvrier en Guadeloupe fit une forte déclaration à la barre : ouvrier agricole de la banane, il donna quelques exemples de l'exploitation éhontée et du

mépris des patrons békés dans les plantations de banane. Les applaudissements retentirent alors dans la salle d'audience. Une délégation du LKP avec Elie Domota avait aussi fait le déplacement de Guadeloupe, ainsi que Combat Ouvrier Guadeloupe avec Max Céleste.

Les quatre avocats, dans leurs plaidoiries, insistèrent notamment sur la forte dose d'ignorance, volontaire ou non, qu'il y a à vouloir juger un slogan, sans se soucier le moins du monde inique dans lequel il est apparu et de son histoire.

Le jugement est mis en délibéré jusqu'au 3 mai. Mais pour tous les participants au rassemblement, la condamnation de la société d'exploitation et de la façon dont elle voudrait que la justice la défende est bien effective.

À la sortie du tribunal les « *Matinik sé pa ta yo...* » redoublèrent, et on entonna *l'Internationale*

Marianne TIBUS

### • La hausse du chômage en Europe

## Un même système malade

Le chômage n'a jamais été aussi élevé en Europe : il touche 17,1 millions de personnes dans la zone euro (17 États) en février 2012, soit 1,5 million de plus qu'il y a un an. Dans l'Europe des 27, on en comptabilise 24,5 millions, soit 1,87 million de plus qu'en février 2011.

Les jeunes sont particulièrement touchés avec un taux de chômage de 22,4 %. Le pire concerne les jeunes grecs et les jeunes espagnols : un sur deux ne trouve pas de travail.

Des politiciens peuvent parler de sortie de crise ou de ralentissement du chômage comme le fait Sarkozy, certains économistes peuvent être plus francs, comme le directeur de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) pour qui « *nous ne sommes probablement même pas à mi-chemin de la crise économique actuelle* », la réalité est que personne n'en sait rien ni ne maîtrise rien.

La crise dépasse les frontières et le système capitaliste a partout les mêmes effets. Ce sont d'ailleurs les mêmes trusts qui, en Europe et au-delà, jettent des travailleurs à la rue : PSA veut licencier à Aulnay et à Madrid ; Mittal en fait autant en France à Florange, à Liège en Belgique, et en Allemagne ; Sanofi-Aventis aussi, en Région parisienne comme en Slovaquie. Ce sont les mêmes banques qui écrasent les pays les plus fragiles et étouffent les populations sous les mesures d'austérité, avec la complicité des gouvernements.

En même temps que tous ces grands groupes capitalistes licencient, ils imposent à ceux qui restent au travail des horaires et des conditions de travail de plus en plus insupportables.

Leurs mauvais coups ignorent les frontières. C'est ce que devront faire aussi les travailleurs quand ils se décideront à les leur rendre.

Sylvie MARÉCHAL

### • Guadeloupe

## La mobilisation du 27 mars

# Une première riposte nécessaire des travailleurs

La journée de grève générale et de manifestation organisée en Guadeloupe le 27 mars par tous les syndicats et LKP (Lyannaj Kont Pwofitasyon – Unité contre l'exploitation, mouvement unitaire issu de la grève générale de 2009) a été un succès.

La manifestation a rassemblé environ 4 000 manifestants, en grande majorité des travailleurs des entreprises, mais aussi des enseignants, des jeunes, des étudiants et lycéens. Les manifestants ont lancé entre autres des slogans, contre la vie chère et la « *pwofitasyon* », pour l'application de l'accord Bino sur les 200 euros

obtenu lors de la grève générale de 2009.

Le grand nombre de manifestants et le dynamisme du défilé ont reconforté tous ceux qui y ont participé. Un court meeting final a été tenu par Élie Domota de l'UGTG et porte-parole du LKP, le secrétaire général de la CGTG Jean-Marie Nomertin et Max Évariste de FO.

Quant à la grève elle-même, si elle n'a pas été « générale », elle a quand même mobilisé une fraction des travailleurs des entreprises. Une fraction minoritaire, certes, mais bien déterminée. Des travailleurs

municipaux, de France Telecom, de Gaddarkhan (Jarry), de l'aviation civile, du CHU, de la santé, certains des entreprises de l'aéroport, des banques et assurances, des travailleurs et enseignants de l'Éducation nationale, les employés des crèches, ceux de Pôle emploi, les travailleurs du Sictom de Grand Camp (Abymes), de l'hôtellerie, s'y sont retrouvés. Les travailleurs déjà en grève comme ceux du Câble, de la géothermie de Bouillante, de la municipalité de Goyave, se sont sentis soutenus et encouragés, comme d'autres en lutte.

Même si dans la grande majorité des entreprises les

travailleurs n'ont pas fait grève, ils ont été néanmoins solidaires du mouvement. Demain, ils renforceront le lot des grévistes qui ont pris les devants cette fois-ci. Car les augmentations successives du prix des carburants, la cherté de la vie deviennent de plus en plus insupportables. D'autant que les salaires sont gelés, les licenciements nombreux, le chômage (près de 30 %) est en hausse ainsi que la pauvreté. Ce cocktail social détonnant pourrait donc exploser à nouveau et entraîner bien des non-grévistes du 27 mars à se joindre aux prochains appels.

Pierre JEAN-CHRISTOPHE



### • Chèques postaux – Orléans-La Source

# On n'a pas supporté leur mépris !

**350 agents des services Clientèle du centre des Services financiers de La Poste de La Source étaient en grève le 29 mars à l'appel de tous les syndicats du centre. Une centaine d'entre eux se sont retrouvés à une assemblée générale ce jour-là, et ont tenu une conférence de presse ; ils ont ensuite décidé de se rendre dans les bureaux de la direction pour dénoncer l'aggravation des conditions de travail due aux restructurations incessantes destinées à supprimer des emplois.**

Ils voulaient aussi exprimer leur indignation et leur colère. Au moment où Jean-Paul Bailly, directeur de La Banque postale, déclarait, après le suicide de trois postiers, que celle-ci ne serait pas France Télécom, la direction tentait à La Source de muter arbitrairement un cadre dans un autre service. Depuis un an, dans ce service, ce cadre avait le tort de faire l'unanimité auprès du personnel. Il était le seul à faire travailler les agents de son service à temps égal pour répondre au téléphone et pour confectionner les dossiers ; ce qui, soit dit en passant, n'est que le respect

du règlement mis en place lors des dernières restructurations des services. Dans les autres modules, vu la pression imposée pour intensifier les résultats commerciaux, et pour répondre au manque de personnel, les cadres appliquent bien souvent 70 % au téléphone, tandis que les dossiers et les réclamations des clients attendent ; quand ce n'est pas du 100 % au téléphone pour les jeunes embauchés, notamment en CDD.

Le jour de la grève, les grévistes ont réussi à coincer le directeur sur le palier ; très hautain au départ, déclarant que des grévistes n'avaient

rien à faire dans le centre, il a dû entendre ce qu'ils avaient sur le cœur. Il faut dire qu'une semaine avant les employés avaient appris que la direction voulait imposer au cadre concerné qu'il déclare avoir demandé lui-même sa mutation ; 150 d'entre eux s'étaient d'ailleurs retrouvés devant les locaux de la direction.

Aussi, le 29 mars, le directeur n'en menait pas large face aux grévistes, notamment face aux plus jeunes qui dénonçaient les mensonges et l'hypocrisie de la direction. Et la grève tombait à pic pour dénoncer dans la presse et les médias les méthodes

de La Banque postale qui se traduisent par le stress et le harcèlement vis-à-vis de certains employés.

Arrivé dans le centre depuis début mars, le nouveau directeur avait déclaré quelques jours auparavant dans le journal de la direction : « Pour le peu que j'ai découvert, les agents de ce centre m'ont paru détendus, conviviaux, il faut que cela continue ainsi. » Depuis les deux manifestations devant son bureau, c'est lui qui ne paraît pas du tout détendu !

Correspondant LO

### • Hôpital Saint-Antoine – Paris 12<sup>e</sup>

# Une journée de grève qui donne le moral

Le mercredi 28 mars, une grande partie du service d'Hématologie de l'hôpital Saint-Antoine (AP-HP) a fait grève pour montrer son désaccord envers la direction et sa politique. Depuis des semaines elle fait pression sur la cadre supérieure du service, voulant lui imposer de changer d'affectation. Cette cadre est en effet

une épine dans le pied de la direction, puisqu'elle n'a pas hésité à s'opposer aux projets de réorganisation qui visaient à rouvrir trois lits en Hématologie... mais sans embaucher de personnel en conséquence.

Aides-soignantes et infirmières sont toutes d'accord pour rouvrir des lits, mais pour cela il faut recruter de nouveaux

collègues ! Elles ne peuvent accepter de travailler plus qu'elles ne le font déjà, ni de jouer les pions dès qu'il faut remplacer des collègues dans l'un des quatre autres hôpitaux parisiens du « pôle » auquel Saint-Antoine est désormais rattaché. Si la direction manque de bras, il faut qu'elle embauche.

Le service s'est donc fait

entendre dans l'hôpital par une journée de grève bruyante et animée, installant un piquet de grève dès le matin et distribuant des tracts aux collègues des autres services et aux patients. Il a ensuite défilé en manifestation dans l'hôpital, finissant la journée par un grand pique-nique sur une des pelouses.

Il faudra une lutte d'ensemble pour mettre fin à cette politique d'économies faites sur le dos du personnel et des patients. Mais cette réaction de l'Hématologie, et d'autres, montre en tout cas que toutes les attaques que l'AP-HP prévoit pour l'avenir ne passeront pas comme une lettre à la poste.

Correspondant LO

### • Grenoble

# Grève à l'ADPA

**Les salariées de l'ADPA, (Association d'aide à domicile des personnes âgées) à l'appel de la CGT, sont en grève depuis lundi 26 mars pour protester contre la remise en cause de leurs acquis. Environ 200 grévistes, venues de tout le sud du département de l'Isère et de l'agglomération grenobloise, se sont retrouvées les premiers jours devant le siège de l'ADPA à Échirolles puis devant le Conseil général et la mairie de Grenoble, principaux financeurs de l'association.**

Ces travailleuses assurent quotidiennement un service d'aide à domicile ou des soins auprès des personnes âgées ou handicapées. Les salaires sont au minimum, avec des temps partiels imposés, des horaires décausés, parfois le week-end, et des trajets à rallonge mal remboursés. Selon le bilan social de l'année 2010, le salaire moyen à l'ADPA s'élève à 850 euros par mois. Un certain nombre de salariées sont

obligées de fréquenter les Restos du cœur. Quant aux loisirs, on n'en parle même pas !

Et comme si cela était encore trop, la convention collective nationale a été revue à la baisse avec la signature complice de deux syndicats, CFDT et UNSA.

En Isère, la direction de l'ADPA s'est précipitée pour appliquer les nouvelles mesures : suppression de la majoration des heures de nuit à 25 %, suppression de trois jours de congés fractionnement, de la récupération des jours fériés, du jour pour déménagement, de l'heure attribuée par semaine pour organiser la continuité du travail, diminution des heures d'information, retrait de la prime « médaille du travail » et application de trois jours de carence maladie pour le personnel administratif, soignant et encadrant, comme cela se fait déjà pour les aides à domicile.

Lundi soir 2 avril, après une semaine de grève, le Conseil d'administration se réunissait enfin, sous la



pression des grévistes. Il annonçait un recul partiel avec le maintien du paiement des heures de nuit à 25 % et des récupérations pour jours fériés. Les grévistes, qui ont attendu la réponse au-dehors jusqu'à 20 heures, ont pu

sentir avec quel mépris elles étaient traitées. Sur les vingt représentants des communes au Conseil d'administration – dont bon nombre sont de gauche – un seul a voté contre l'application de ces sales mesures et deux se sont abstenus.

Même si le nombre de grévistes avait diminué, la lutte continuait mardi 3 avril avec un rassemblement devant l'ARS, Agence régionale de santé, qui finance la partie soins à domicile.

Correspondant LO

### Mobilisation des bénévoles et salariés de l'urgence sociale

Près de deux semaines après la fin de la trêve hivernale des expulsions locatives, plus d'une centaine de personnes se sont rassemblées au centre-ville de Grenoble, à l'appel de la Coordination

nationale des professionnels de l'urgence sociale. Elles entendaient protester contre le fait que, à cause de la fin de cette trêve, des centaines de personnes ont été mises à la rue. D'autres

les y rejoindront dès la fin mars, condamnées à recommencer le cycle infernal de la recherche d'un logement ou d'un hébergement.

Correspondant LO



### • SNCF Équipement Lyon

## Encore un cheminot heurté par un train

# Les économies sur la sécurité tuent

**Dans la nuit du 28 au 29 mars, un cheminot de la Voie de l'équipe régionale de PACA a été heurté par un train. Il travaillait sur un chantier de déchargement de ballast dans la zone de la gare de Lyon Part-Dieu, à Saint-Clair. Il est mort le dimanche suivant. Il avait 38 ans et trois enfants.**

La zone dans laquelle se déroulait le chantier est très dangereuse de par sa configuration en courbes, plate-forme avec plusieurs voies et entrée de tunnel. Ce type de travail demande de la précision et il se déroulait la nuit. La voie contiguë

était ouverte à la circulation, le chantier était très bruyant, donc l'annonce inaudible. Les agents, faute de personnel, assurèrent plusieurs fonctions en même temps et du coup sont moins vigilants. Venant d'une autre région, ce cheminot ne

pouvait pas connaître totalement les particularités locales. Le train l'a heurté alors qu'il était descendu entre les deux voies pour vérifier la qualité du travail, lui enfonçant le thorax et lui arrachant un bras.

Que s'est-il passé? Sans doute le bruit de la ballastière est tel – un avion au décollage – qu'il n'a pas entendu l'annonce du danger et, absorbé par son travail, il n'a pas réalisé qu'il était au voisinage de la voie ouverte à la circulation.

Ce terrible accident fait suite à la mort d'un autre cheminot près de Lyon, il y a à peine un mois, happé également par un train.

C'est une hécatombe consternante. En un mois, la SNCF vient de tuer quatre hommes. Pas un cheminot n'ignore que, depuis les privatisations, les conditions de travail se sont terriblement dégradées et que le respect de la sécurité s'est considérablement relâché.

**Correspondant LO**

### • PSA Peugeot – Sochaux

## La baisse des ventes ne justifie pas la baisse des emplois

À Sochaux comme dans les autres usines PSA, la baisse des ventes de véhicules est mise en avant pour justifier et faire passer toute une série de mesures contre les travailleurs. La vérité, c'est que cette baisse arrive après des années de records de production et surtout de profits. Mais cela n'empêche pas Peugeot d'indiquer clairement la couleur : les travailleurs doivent « s'adapter » et tout accepter!

Le compte rendu du dernier Comité d'établissement

commence par cette précision : « *Le groupe poursuit l'adaptation de sa production à la demande des marchés et la gestion rigoureuse de ses stocks.* » Pour les dirigeants de PSA, les salariés font sans doute partie des « stocks », puisqu'ils ont ensuite annoncé le non-renouvellement de 350 contrats d'intérimaires. À cela s'ajoute le gel des embauches en CDI.

Ont été aussi annoncées une foule de mesures concernant les horaires de travail, plus que jamais flexibles. La journée du

6 avril sera rallongée de 55 minutes. Deux semaines de chômage technique sont prévues en avril et mai mais les intérimaires, une fois de plus, verront leur paye amputée. Dans un même atelier, certains chômeront tel ou tel jour pendant que d'autres travailleront. Le pont du 30 avril sera récupéré à l'avance les samedis 14 et 21 avril. Pour l'équipe de nuit, le 7 mai sera avancé au 4 mai, etc.

Au bilan, pour nombre de travailleurs, il y aura une

augmentation du nombre de journées chômées – mais qui sont toujours récupérables au gré de la direction. Par contre, pour les 1 600 ouvriers intérimaires qui travaillent encore actuellement à Sochaux, la menace d'être poussés définitivement au chômage se rapproche pour la plupart d'entre eux, à moins d'imposer à PSA le maintien de tous les emplois sans baisse de salaire.

**Correspondant LO**

### • Peugeot Citroën – Rennes

## Débrayage sur fond d'inquiétude

**À l'appel de la CGT, 200 travailleurs ont débrayé dans la matinée du vendredi 30 mars pour demander des comptes sur l'avenir de l'usine à la direction de l'usine de Rennes.**

En effet l'avenir de cette usine, spécialisée dans la production des véhicules haut de gamme de Peugeot et de Citroën (508 et C5), s'est soudain assombri avec l'accord que PSA a conclu avec General Motors et l'annonce le 26 mars dernier par le PDG, Philippe Varin, que les futurs véhicules haut de gamme Peugeot, Citroën et GM (marque Opel en Europe) seraient conçus sur une plateforme (base technique) GM. Cette annonce fait légitimement douter sur le choix de l'usine qui fabriquera ces véhicules, PSA à Rennes ou Opel en Allemagne, sachant que PSA et GM répètent qu'ils ont des problèmes de surcapacité en Europe et que des fermetures d'usines sont inéluctables.

C'est donc dans ce contexte que des travailleurs de tous les ateliers se sont réunis sous les



fenêtres de la salle où se tenait la réunion du Comité d'entreprise. Ils exigeaient que la direction s'engage sur l'attribution de la fabrication de futurs modèles pour l'usine, après la fin de vie des véhicules actuellement fabriqués, et qu'elle assure l'emploi des 5 800 travailleurs au-delà de 2016.

Les grévistes exigeaient également que la hiérarchie arrête les pressions pour trouver les 226 « volontaires » au licenciement que PSA cherche

à Rennes, dans le cadre de son plan de suppression de milliers d'emplois en France.

Des slogans ont été scandés avec force pendant deux heures, pour le maintien des emplois et contre les licenciements. Et c'est sous les huées que le directeur de l'usine a quitté la réunion du Comité d'entreprise.

Pour certains salariés, il s'agissait de leur premier débrayage. Et beaucoup de ceux qui ne sont pas venus le voyaient avec sympathie.

Cette action a redonné le moral aux grévistes, qui ont promis de se remettre en action tant que la direction ne s'engagera pas fermement sur l'avenir de l'usine. Et la mobilisation pourrait alors être plus large, car tout le monde se rend compte que seule l'action collective fait peur à la direction et peut permettre de lutter efficacement contre les suppressions d'emplois.

**Correspondant LO**

### • SNCF

## Les dessous de la nouvelle gare Saint-Lazare

Le 21 mars ont été inaugurés les nouveaux commerces de la gare Paris Saint-Lazare à Paris. Pour les cheminots, c'est un ouf de soulagement, car depuis près de huit ans, pelle-teuses, marteaux piqueurs, pioches, pelles, perceuses, se succédaient de manière quasi ininterrompue. Et cela signifiait une gêne permanente, avec les bruits, les poussières, le manque d'espace au sol, aussi bien pour les cheminots que pour les voyageurs. Et si maintenant il y a plus de 10 000 m<sup>2</sup> de surface de commerces, pendant les phases travaux, les restrictions d'espace entraînaient des bousculades, des évanouissements, des interventions du SAMU.

Pour autant, les nouveaux locaux des cheminots sont plus bâclés que finis. Le local Accueil a été livré sans chauffage, une porte automatique sur deux hors service, les meubles de rangement ni commandés ni prévus. Ailleurs, il n'y a pas d'eau dans les toilettes.

Mais à vrai dire huit ans de réflexions et de travaux n'ont apparemment pas suffi non plus à garantir la sécurité pour les boutiques destinées au public. Ainsi, les services de sécurité de la préfecture n'ont pas autorisé à ouvrir les quelque trente boutiques déjà louées, sans parler des cinquante qui cherchent preneur! Le public, quant à lui, a désormais du mal à trouver... la gare et ses guichets.

Pourtant la SNCF (Gares et connexions), Spie Batignolles (BTP) et Klépierre, dont le groupement a mené les travaux, ont festoyé. Il y a de quoi. Klépierre, un groupe spécialisé dans les centres commerciaux avec un partenariat avec Carrefour (derrière lequel se trouvent aussi la BNP-Paribas et ses actionnaires), peut se frotter les mains. En effet la SNCF renonce pour quarante ans aux loyers des boutiques, qui iront dans la poche de Klépierre. Un vrai pactole, quand on sait que la gare Paris Saint-Lazare voit transiter chaque jour quelque 450 000 voyageurs.

**Correspondant LO**



## • Grand-Lyon

### Fin de la grève des éboueurs La municipalité PS s'obstine à favoriser le privé

**Les éboueurs de Lyon ont décidé d'arrêter leur mouvement de grève, après avoir cessé le travail pendant près de trois semaines pour s'opposer à la réorganisation du ramassage des ordures entre régie publique et entreprises privées.**

Les grévistes ont dû faire face à une forte mobilisation de plusieurs responsables municipaux qui n'ont pas hésité à les dénigrer, pour tenter de dévaloriser leur mouvement auprès des habitants, en déclarant à la presse locale qu'ils étaient payés 1 700 euros pour 20 heures de travail par semaine, ce qui est évidemment faux.

La municipalité a fait venir des intérimaires pour tenter de faire le travail des grévistes. Puis des huissiers sont venus pour assigner les responsables syndicaux en justice. Dans les dépôts, des agents de sécurité et des maîtres-chiens sont venus faire des rondes nuit et jour. Devant le dépôt de Villeurbanne, les grévistes ironisaient

en disant qu'au lieu de merguez, c'est du chien qu'on allait manger.

Les grévistes n'ont pas réussi à faire plier la municipalité sur la principale de leurs revendications. Leur transfert vers le ramassage en grande banlieue lyonnaise va dégrader leurs conditions de travail et permettre à Veolia, Suez environnement et autres entreprises privées d'engranger un peu plus de profits. Ils reprennent le travail sur une promesse de la municipalité de négocier avec les syndicats des samedis de repos, une revendication qui leur tient aussi à cœur.

À part quelques restaurateurs, l'opinion publique a été généralement solidaire du mouvement. Reste donc la rancoeur envers cette municipalité qui se dit de gauche mais se moque de l'avis des travailleurs. Et qui se moque aussi du bien-être de la population à qui elle a imposé pendant trois semaines des trottoirs encombrés de débris nauséabonds, avec tous les risques pour la santé que cela impliquait.

**Correspondant LO**

## • Eau, déchets

### Où va l'argent des usagers ?

Moins connu que Veolia et Suez, le troisième groupe privé de l'eau, la Saur, emploie 13 000 salariés et a pour clientes quelques villes ainsi que 10 000 petites communes qui totalisent 12 millions d'habitants et 10% du marché. Elle est la cible d'ambitions rivales, relayées par le menu par *le Journal du Dimanche*.

Joël Séché, dirigeant du groupe Séché Environnement, s'était déjà taillé une part du marché des déchets dominé par Veolia et Suez. Il envisage de faire de même dans le secteur de l'eau en devenant le principal propriétaire de la Saur dont il détient déjà un tiers du capital. Les soutiens ne lui font pas défaut parmi les hommes politiques qu'il tutoie. Wauquiez, aujourd'hui ministre de l'Enseignement supérieur, lui a remis la Légion d'honneur fin 2009 et Sarkozy est venu inaugurer un centre de tri des déchets en novembre dernier. Cependant la mainmise complète de Séché sur la Saur ferait de l'ombre à Veolia et à Suez, et il semble que cette opération soit compromise

jusqu'aux élections car Séché compterait sur la gauche pour l'aider à satisfaire sa soif.

Une partie du voile a été levée sur ce monde opaque des déchets et de l'eau, à l'occasion de conflits entre groupes capitalistes. Ce sont les usagers qui paient de plus en plus cher la taxe ou la redevance d'enlèvement des ordures ménagères, incluse dans les charges locatives ou, pour les propriétaires, dans la taxe foncière. Quant aux factures de l'eau, elles sont généralement plus salées là où la gestion est confiée à ce secteur privé. D'ailleurs, la Commission européenne soupçonne Veolia, Suez et la Saur d'entente sur les prix. Où va cet argent ? Joël Séché, qui n'est qu'un second couteau, est classé avec sa famille 198<sup>e</sup> fortune de France avec tout de même 218 millions d'euros en 2011, en augmentation de plus de 28% par rapport à l'année précédente.

Cela mériterait que les travailleurs et les associations d'usagers puissent contrôler où vont les sommes qu'ils dépensent dans le secteur de l'environnement.

**Jean SANDAY**

## • Laissés sans revenu

### Les « PRV » de Renault s'invitent aux Champs-Élysées

Le 29 mars, plusieurs dizaines de PRV de Renault, parmi ces centaines de travailleurs partis dans le cadre de l'un des multiples plans concoctés par Renault pour diminuer les effectifs, ont fait une visite surprise à leur ancien employeur. Nombre d'entre eux se trouvaient, au moment de leur départ, à quelques mois ou quelques années de leur retraite.

Seulement, après leur départ, l'âge légal a été reculé, rendant pour certains complètement caducs les savants calculs qu'avait mitonnés la direction pour leur permettre d'atteindre la retraite sans trop perdre de revenus. Pour ceux qui sont touchés, cela signifie plusieurs mois ou plusieurs années sans indemnisation correcte.

Jusqu'à présent, la direction de Renault a fait mine de ne plus les connaître. Elle ne sait proposer que des missions d'intérim, aux salaires bien inférieurs à ce que ces travailleurs touchaient auparavant. Autant dire que reprendre le travail à 59, 60 ans, dans une usine de production comme celle de Flins, n'a pas de quoi soulever l'enthousiasme.

Depuis quelques mois, ces travailleurs se sont donc organisés. Venant de Sandouville, de Flins ou d'autres sites, ils se rencontrent fréquemment,



organisent des actions et déposent des recours devant les Prud'hommes.

Jeudi 29 mars, ils se sont donc invités au bar-expo chic L'Atelier Renault des Champs-Élysées, le Pub Renault. Ils ont dû entrer rapidement, avant que les portes ne se verrouillent, ce qui n'a pas tardé : Renault ne semblait pas considérer comme bienvenus, au cas où des visiteurs se présenteraient, la soixantaine de manifestants présents. Pourtant, après trente ou quarante ans passés à travailler pour le constructeur, ils espéraient être mieux accueillis. Et lorsque les manifestants demandèrent à rencontrer un représentant de Renault, surprise : aucun salarié présent, aucun responsable même, n'appartenait à l'entreprise. Même

ici, la direction sous-traite pour payer le moins possible.

Tous ont donc décidé d'attendre et, comme c'était l'heure du déjeuner, des casse-croûtes sont sortis des sacs et chacun s'est installé confortablement aux tables du restaurant, désertées puisque les portes étaient verrouillées. Un en-cas aux Champs-Élysées, ce n'est pas tous les jours qu'on peut se l'offrir et chacun en a profité.

Finalement, une représentante de Renault est apparue et une délégation a été reçue, sans que de nouvelles propositions soient apportées. Guère surpris, tous sont repartis, contents de s'être fait entendre et d'avoir montré à Renault leur mécontentement.

**Correspondant LO**

## • Assistance publique des hôpitaux de Marseille

### Nous voulons notre dû !

Mardi 3 avril, plusieurs centaines d'employés des hôpitaux de Marseille ont à nouveau assisté à la réunion avec les directeurs locaux et le représentant de l'IGAS. Les travailleurs en effet continuent de se mobiliser contre le projet de la direction générale d'amputer une partie de leur prime, autour de 100 euros.

Une première mobilisation avait réuni près de 500 agents le 22 mars. Depuis, deux nouvelles journées ont rassemblé encore plusieurs centaines d'agents venus des quatre hôpitaux de la ville, le 29 mars, puis le 3 avril pour la venue d'un agent de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), venu tout spécialement de Paris.

En fin de journée, l'agent du ministère en pourparlers avec la direction et les syndicats repartait après avoir seulement proposé de prendre sur



la prime de cette année pour payer le reliquat de la prime de l'an dernier. C'était bien sûr se moquer du monde et les syndicats et les agents présents ont refusé catégoriquement cette solution.

Au-delà des 100 euros de prime, les salariés savent que, s'ils ne défendent pas aujourd'hui le moindre centime

de leur paye, c'est beaucoup plus que l'État essaiera de leur prendre. Et cela, alors que dans les services on leur demande toujours plus d'efforts et que les conditions ne cessent de se détériorer.

Ces trois journées de mobilisation ont montré que le ras-le-bol est bien réel.

**Correspondant LO**



### • Contrôleurs aériens

# Grève réussie contre une politique dangereuse

Lundi 2 et mardi 3 avril, les contrôleurs de la navigation aérienne étaient appelés à faire grève. Le gouvernement, bien placé pour savoir quel rejet provoque sa politique de mise en pièces du service public, avait prévenu d'emblée qu'il y aurait des « perturbations ». Pour une fois, il n'a pas menti : de nombreux vols intérieurs ont dû être annulés, jusqu'à 20% sur Orly. Cela a même parfois affecté des vols internationaux comme à Nice, Toulouse

ou Marseille, alors que seul l'espace aérien domestique était touché par cette grève contre un projet de réorganisation du contrôle aérien qui serait un véritable désastre en termes de sécurité et d'emplois.

Avec des différences selon les régions, cette grève a globalement été un succès, compte tenu du fait que de nombreux contrôleurs aériens avaient été réquisitionnés. Au nom d'un service prétendu « minimum » à assurer, la DGAC (Direction

générale de l'aviation civile) avait même, en certains endroits, requis plus de la moitié du personnel.

Là, parce qu'ils craignaient les réactions des contrôleurs, la tutelle et le gouvernement ont, chose exceptionnelle, vu large en matière de personnel. Depuis trois ans en effet, le contrôle aérien a perdu 500 emplois. Et il est programmé qu'il en perdra 200 en rythme annuel, du fait des mêmes raisons d'économies sur le dos du personnel que dans la santé, l'éducation, la poste et autres services publics,

où l'on ne remplace plus qu'un départ à la retraite sur deux.

Le comble est que les autorités invoquent ce manque de personnel, qu'elles provoquent méthodiquement, et les risques qu'il fait peser sur la sécurité du transport aérien, pour vouloir fermer la moitié de la trentaine de « centres d'approche », dont les contrôleurs aident les pilotes à s'insérer dans le flux du trafic aérien hexagonal. Cela, bien sûr, avec comme objectif de concentrer le travail actuel sur deux fois moins de centres, avec un personnel lui aussi réduit.

La seule et véritable

motivation de ces restructurations, du fait que des aéroports régionaux vont se retrouver sans contrôleurs de l'aviation civile, c'est de faire des économies. Des économies de locaux, de personnel, de salaire, mais surcharge de travail pour le personnel restant, avec ce que cela implique de risques accrus pour les équipages et les passagers des vols concernés.

Une politique véritablement criminelle, contre laquelle les contrôleurs aériens ont mille fois raison de s'élever.

Pierre LAFFITTE

### • SwissTex – Valence (Drôme)

## Les emplois menacés par un patron voyou

Vendredi 30 mars, les salariés de l'entreprise SwissTex de Valence ont organisé un rassemblement en centre-ville, avec diffusion de tracts à la population, pour expliquer leur situation.

Leur entreprise a été mise en liquidation judiciaire le 21 mars par le tribunal de commerce de Romans, avec un délai d'un mois pour trouver un repreneur. Cette usine fabrique des machines textiles, notamment des machines à retordre le fil de verre, et elle a déjà connu plusieurs repreneurs successifs. Avant un précédent dépôt de bilan en 2010, elle comptait encore plus de 140 travailleurs, puis l'entreprise suisse SwissTex a repris l'usine et ils ne sont plus que 92 aujourd'hui.

SwissTex est une filiale du groupe allemand Baikap

(Bavaria Industriekapital) qui est spécialisé dans la reprise de sites industriels européens en difficulté, qu'il rentabilise en supprimant des emplois et en bloquant les salaires. Baikap vient d'annoncer que son chiffre d'affaires 2011 a grimpé de 18%, à 750 millions d'euros, que son bénéfice est de 2,4 millions d'euros. Et pourtant il prétend qu'il n'y a pas d'argent pour que l'usine de Valence paye ses fournisseurs et les salaires des travailleurs, d'où la mise en liquidation judiciaire.

Si le groupe veut fermer son usine de Valence, c'est parce qu'il ne l'estime plus assez rentable. Or, d'après les syndicats de l'entreprise, il y a de l'argent dans les caisses et les carnets de commandes sont remplis à 90%! Mais, dans l'économie capitaliste, cela ne suffit pas pour que l'on produise: encore faut-il qu'un capitaliste estime



que cela lui rapporte assez.

Apparemment, le groupe Bavaria, lui, s'est contenté de siphonner l'argent de l'entreprise avant de la fermer. Les travailleurs devraient avoir le droit de savoir où est passé l'argent généré par leur travail,

et qui en a profité. Mais pour le moment ils attendent les propositions de plusieurs repreneurs potentiels. Rien ne garantit que tous les salariés soient gardés. Ce serait pourtant au groupe Bavaria de prendre sur ses bénéfices

présents et passés pour maintenir les emplois.

Comme les travailleurs de SwissTex l'ont écrit sur leur banderole: « Bavaria patron voyou ». Et ils sont bien décidés à ne pas se laisser faire.

Correspondant LO

### • Tresch et Schindler – Haut-Rhin

## En lutte contre fermeture de site et licenciements

En novembre dernier, la société de négoce et de mise en bouteilles Tresch, qui emploie 160 travailleurs sur trois sites, un à Illzach dans la banlieue de Mulhouse et deux en Bourgogne, a prévu de réorganiser toute son activité sur un seul site, à Vignoles en Bourgogne. Il y a à la clef l'arrêt de l'activité de mise en bouteilles en verre consigné à Illzach.

Cette activité de verre

consigné n'intéresse plus le groupe Tresch, même si elle est tout à fait rentable. La direction a d'autres projets, elle compte réaliser une belle opération immobilière avec les terrains des usines abandonnées et se consacrer uniquement à des grosses productions destinées aux discounters et aux marchés à l'export.

Les travailleurs de Tresch se sont mis en grève le 28 mars, excédés par le mépris de la direction: elle veut fermer le site en prétendant qu'il n'est

pas rentable, mais elle n'a toujours pas fourni les comptes de l'année 2011! Les documents transmis aux Comités d'entreprise ne représentent souvent que le quart de la vérité, mais la direction ne veut même pas donner ce minimum légal d'information.

Avec leurs délégués, les travailleurs se sont mobilisés contre l'envoi des trente premières lettres de licenciement. Cela n'a pas plu à la direction – il n'y avait jamais eu de grève chez Tresch – et elle les a menacés de

poursuites au tribunal.

Des actions communes ont été faites avec les travailleurs d'ECS-Schindler, menacés également de licenciement: 96 postes sur 123 doivent disparaître parce que Schindler a décidé d'abandonner purement et simplement la fabrication de cabines d'ascenseurs en Alsace. L'usine de la banlieue de Mulhouse comptait encore 200 salariés il y a peu.

Et pourtant le groupe Schindler n'est absolument pas en difficulté. Mais il en veut toujours plus, plus que

les 500 millions d'euros de profits de l'an dernier. Les dirigeants expliquent cyniquement qu'ils veulent « sauvegarder la compétitivité » de l'entreprise avec leur plan de 1 770 suppressions d'emplois au niveau mondial.

De Tresch à Schindler, ces licenciements ont le même motif: faire plus de profits. Les travailleurs ont toutes les raisons de refuser que cela soit payé par la descente aux enfers pour des dizaines d'entre eux.

Étienne HOURDIN



## • Espagne

### La journée du 29 mars

# Une grève générale réussie

Dans toute l'Espagne, la grève générale du 29 mars a été un succès. Elle a touché tous les secteurs. Mais c'est dans la grande industrie qu'elle a été le plus suivie. Les milieux gouvernementaux et patronaux ont eu beau affirmer que le mouvement avait été suivi « modérément », les faits montrent que des centaines de milliers de travailleurs ont saisi l'opportunité de cette journée pour exprimer leur refus du chômage, des bas salaires et de l'austérité.

#### Une réussite dans toute l'Espagne

En Galice, au nord du pays, l'ensemble des grandes entreprises étaient paralysées, les ports et les raffineries arrêtés. À l'usine PSA de Vigo, la production n'a pas démarré ce jour-là, 90 % des 3 000 ouvriers étant en grève. À Madrid, tous les secteurs étaient touchés. À Barcelone, c'est 80 % du personnel d'entreprises comme la Seat, Nissan ou Tatay qui ont arrêté le travail. À Valence, les ouvriers de Ford ont débrayé très largement et ont formé un grand cortège. À Séville, les transports, le secteur industriel, le bâtiment étaient très touchés. Dès le petit matin, des piquets de grève syndicaux contrôlaient l'accès aux zones industrielles, ce qui permettait aux travailleurs n'osant pas braver les menaces des patrons de ne pas rejoindre leurs machines ; ces patrons qui leur avaient dit : « Si tu es absent jeudi, ce n'est pas la

peine de venir vendredi. » Dans les transports, l'activité s'est réduite au service minimum et l'ensemble des services publics ont marché au ralenti.

Dans toutes les villes du pays se sont déroulées des manifestations nombreuses. Les rues, les avenues ont été envahies par les grévistes, des retraités, des jeunes, des chômeurs mais aussi les travailleurs des petites entreprises dont la situation de précarité est telle qu'ils n'osaient pas faire grève mais entendaient ajouter leur voix à la protestation.

#### Le gouvernement Rajoy désavoué

Le Premier ministre Rajoy s'est donc vu désavoué, à peine cent jours après son accession à la tête du gouvernement. Ses porte-parole ont eu beau tenter de minimiser l'ampleur de cette journée, elle a au contraire contribué à donner le moral à de nombreux travailleurs, aux militants, à tous ceux qui veulent imposer



un coup d'arrêt aux mesures du gouvernement et du patronat. Le relatif échec électoral du Parti populaire lors des élections du 25 mars pour le Parlement d'Andalousie avait été une première claque politique pour celui-ci. Le succès de la grève générale en est une seconde.

Toutefois, le gouvernement prétend maintenir le cap et a annoncé que la réforme du droit du travail serait maintenue, sans négocier avec les syndicats, sauf sur des détails. Au lendemain de la grève, la droite au pouvoir a décidé de faire voter un budget qui réduit de 27,3 milliards d'euros les dépenses publiques et augmente les impôts, afin de faire passer le déficit public de 8 à 5,3 % du PIB. Ces mesures d'économies se sont déjà appliquées aux services de la santé et de l'éducation. Rajoy et son équipe veulent rogner tout ce qui est possible sur les remboursements de soins, et aussi augmenter le gaz de 7 % et l'électricité de 5 %. Une

austérité à sens unique, bien sûr, car ils ont promis en même temps une amnistie fiscale, en contrepartie d'une taxe de 10 % pour ceux qui rapatrieraient leurs capitaux réfugiés dans des paradis fiscaux.

#### Vers d'autres étapes ?

Les deux principales centrales syndicales CCOO (Commissions ouvrières) et UGT, qui avaient lancé cette grève générale en demandant que la réforme sur le droit du travail fasse l'objet de négociations, ont donc reçu de la part du gouvernement une fin de non-recevoir. Elles proposent d'organiser une nouvelle journée de grève dans les semaines qui viennent. La CGT (syndicat de tendance anarchiste) ainsi que d'autres syndicats minoritaires appellent aussi à la poursuite du mouvement. Tout permet de penser que l'appel à une nouvelle action sera largement suivi. En effet la multiplication des licenciements, des fermetures d'usines, des expulsions de logement, l'explosion du

nombre de chômeurs en fin de droits, l'insupportable misère à laquelle sont condamnées un nombre croissant de familles font que la colère s'accumule et tend à exploser.

Les dirigeants des centrales syndicales majoritaires, CCOO et UGT, n'offrent pas d'autre perspective que la négociation d'une réforme qui, de A à Z, est faite pour rendre les licenciements plus faciles et moins coûteux pour le patronat. Mais cette réforme n'est pas négociable, elle est à rejeter. En Espagne comme en France, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de créer par leurs luttes un rapport de forces qui contraigne le patronat, les capitalistes et les gouvernements à leur service, à procurer aux travailleurs un emploi et un salaire décent.

Par leur ampleur, la grève du 29 mars et les manifestations ont redonné le moral à de nombreux travailleurs. Il faut maintenant aller vers de nouvelles étapes de la riposte.

Hélène GRILLET

## • Crise de la zone euro

# Les spéculateurs encaissent

Alors qu'en France les candidats aux élections présidentielles, de Le Pen à Mélenchon en passant par Hollande et Sarkozy, font comme si la page de la crise financière était tournée, les ministres des Finances des dix-sept États de la zone euro se sont réunis le 30 mars à Copenhague pour un énième sommet de crise.

Ils se sont mis d'accord pour porter à 800 milliards d'euros le montant des fonds dits de sauvetage, destinés à venir au secours des États qui, mis en difficultés financières par la spéculation, se trouveraient dans l'impossibilité de rembourser tout ou partie de leurs dettes aux banques créancières.

Il s'agissait de tenter de démontrer la solidarité financière des dix-sept États de la zone euro, pour dissuader les spéculateurs qui parient sur leurs divisions, et pour « rassurer les marchés ».

Or l'accord du 30 mars

résulte d'un compromis obtenu, selon la presse, « au terme de difficiles négociations » entre d'un côté les États dits de l'Europe du Nord – l'Allemagne, les Pays-Bas et la Finlande – qui voulaient plafonner ce montant à 500 milliards d'euros et, de l'autre, les États dits de l'Europe du Sud – la France, l'Espagne et l'Italie – qui voulaient le porter au double, 1 000 milliards d'euros.

Les ministres des Finances se sont livrés à un tour de passe-passe, additionnant les 500 milliards d'euros dont sera doté le futur Mécanisme européen de stabilité (MES) et 300 milliards d'euros correspondant en fait



à de l'argent déjà octroyé ou promis par le Fonds européen de stabilité financière (FESF), pour aider la Grèce, l'Irlande et le Portugal à rembourser leurs banquiers.

Le FESF avait été créé en mai 2010, au moment où a éclaté la crise de la dette grecque. Depuis, la spéculation s'est étendue à l'Irlande, au Portugal, à l'Italie et à l'Espagne... Alors

que le FESF était une structure à durée déterminée (trois ans), le MES qui lui succède est une structure anti-crise permanente, à durée indéterminée. Ce qui revient pour les gouvernements de la zone euro à reconnaître que, loin d'être finie, la crise de la zone euro n'en est sans doute qu'à ses débuts.

D'ailleurs, pendant que les ministres des Finances de la zone euro négociaient leur pare-feu anti-spéculation, les investisseurs, ou plutôt les spéculateurs, eux, prenaient la dette de l'Espagne pour cible principale. Ils ne relâchent pas leur pression afin de continuer envers et contre tout de prélever leur dîme sur des économies malades. Et c'est bien cette dictature du capital financier qui promet de continuer à enfoncer les pays européens dans la crise.

Jean-Jacques LAMY